Vol 13 # 07 • Du 21 au 27 Août 2019 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

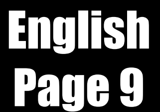


HAÏTI LIBERTÉ
JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE
1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Kote Lovinsky Pierre-Antoine pase ?

Page 6



English Page 9

LA COMÉDIE DES BANDITS LÉGAUX CONTINUE !





Voir page 3

La comédie va continuer au Parlement le mercredi 21 août 2019 pour le troisième round de séance de mise en accusation du président doublement inculpé Jovenel Moise



Les résistances haïtiennes à l'implantation du baseball par l'occupation américaine

Page 7



Hong Kong : L'ingérence occidentale la main dans le sac !

Page 10-11

FRITZ WILLIAM MICHEL SUR LA SELLETTE



Voir page 3

Le Premier ministre nommé Fritz William Michel n'a pas reçu de décharge pour la période (2009-2011)



Immigration : Trump impose de nouvelles restrictions fondées sur les classes sociales !

Page 17



Seule l'imagination révolutionnaire !

Par Berthony Dupont

Toute solution à la crise du pays n'est pas concevable pour certains. La crise qui couvait depuis plusieurs années, engendrant un climat de grande morosité et suscitant de part et d'autres toutes sortes de spéculations sur l'imminence de remaniements réformateurs du personnel politique pour essayer de rapiécer mais sans vouloir réellement faire tomber complètement le masque, ne doit pas être acceptée.

En Haïti, il y a comme dans toute société de classes, deux classes fondamentales en lutte. En aucun cas, nous ne pouvons réduire la crise structurelle à une affaire de solution à l'haïtienne comme une entente nationale pour ne pas dire collaboration fraternelle comme quoi nous sommes tous des frères et sœurs, aimons-nous les uns les autres. En d'autres termes, nous sommes tous des haïtiens !

Qu'importe si nous sommes tous des haïtiens, mais ce qui est important, c'est que nous n'avons pas et nous ne défendons pas les mêmes intérêts de classe.

L'alibi est que notre problème sera résolu dans un quelconque dialogue national pour la stabilité du pays, pour relancer l'économie, soulager le peuple de la misère, du chômage de la faim, rétablir un environnement sécuritaire dans le pays de sorte que tout le monde vive en paix en exerçant leurs droits civils et politiques. Faire le procès de PetroCaribe et automatiquement la corruption et l'impunité prendront fins. Faire des réformes dans la Constitution, dans le système électoral et dans l'administration publique et la justice. Qui pis est établir de bonnes négociations avec les forces économiques et politiques Internationales pour sortir Haïti de la tutelle étrangère.

Un discours de la sorte serait bien acceptable de la part des politiciens se réclamant de la lignée social-démocrate ou du moins du centre-droit, centre-gauche, droit et gauche. Des positions abstraites pour mieux vendre aux masses populaires l'idéologie des classes dominantes traditionnelles. Une façon de tromper la vigilance des travailleurs, des paysans appauvris en les entrainant dans une sorte de réconciliation de classe. Mettre à la même table la bourgeoisie et les prolétaires, c'est cacher la véritable réalité du pays de sorte que les masses continuent à accepter l'exploitation à outrance des compradores et des grands propriétaires terriens.

La question de la lutte du peuple pour un changement doit se définir autrement, il ne s'agit guère d'une quelconque solution à l'haïtienne, tout le monde inclus, pour recommencer de plus belle la même politique d'antan sous d'autres horizons avec des visages nouveaux pour sauver les meubles impériaux et perpétrer l'inacceptable.

Il faut mettre un terme au changement cosmétique, c'est le devoir de l'imagination créatrice et révolutionnaire des peuples en lutte ayant un objectif clair. Il faut savoir se démarquer des clients et des avocats des multinationales que représente l'impérialisme, stade suprême de la famine, stade suprême du système d'exploitation : le capitalisme.

Proposer comme alternative même temporaire de trois années, d'un pouvoir de transition avec des acteurs crédibles, honnêtes pouvant former un Conseil Exécutif, d'un Gouvernement de Consensus, d'un Conseil d'Etat, d'un Comité de pilotage, d'une Assemblée constituante, c'est faciliter la tache aux forces impérialistes en déconfiture pour qu'elles aient le temps de se récupérer. Une telle démarche au lieu de profiter aux masses populaires sera tout bonnement récupérée par les laquais au service des classes dominantes pour lancer une action politique dont le peuple n'aura pas le contrôle et surtout ne reconnaitra jamais où il est.

La crise haïtienne n'est pas l'échec des instruments mis au pouvoir par les pays impérialistes à travers leurs satellites locaux. Mais, c'est leur échec même. Leur système est arrivé à sa fin, qu'ils ne peuvent point le renouveler, ni le reformer, le rapiécer. Par cette proposition, voulez-vous les aider à reprendre force de sorte qu'ils continuent leur domination en laissant des miettes au peuple ?

L'indépendance, la lutte de libération nationale voire la révolution ne saurait être l'objet de négociations avec les forces impérialistes. Nos ancêtres ouvriers esclavés ne sauraient sortir de leur enfer d'esclavage, s'ils n'avaient pas fait le sacrifice ultime et tout d'abord de s'organiser pour construire la révolution en ne servant guère de l'arme idéologique du colon mais de leur propre arme libératrice.

Voilà pourquoi le discours de Boukman au Congrès de Bois-Caïman reste très significatif de l'imaginaire révolutionnaire haïtien.

Le dieu qui a créé la terre, qui a créé le soleil qui nous donne la lumière.
Le dieu qui détient les océans, qui assure le rugissement du tonnerre.
Dieu qui a des oreilles pour entendre : toi qui es caché dans les nuages, qui nous montre d'où nous sommes, tu vois que le blanc nous a fait souffrir.
Le Dieu de l'homme blanc lui demande de commettre des crimes.
Mais le Dieu à l'intérieur de nous veut que nous fassions le bien.
Notre dieu, qui est si bon, si juste, nous ordonne de nous venger de nos sorts.
C'est lui qui dirigera nos armes et nous apportera la victoire.
C'est lui qui va nous aider.
Nous devrions tous rejeter l'image du dieu de l'homme blanc qui est si impitoyable.
Écoutez la voix de la liberté qui chante dans tous nos cœurs !

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

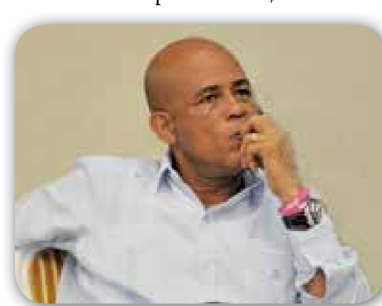
La comédie des bandits légaux continue !

Par Isabelle L. Papillon

Le président de la Chambre des députés Gary Bodeau a déclaré que la comédie va continuer au Parlement le mercredi 21 août 2019, à l'heure exacte 11 heures du matin pour le troisième round de la séance de mise en accusation du président doublement inculpé Jovenel Moise. Rappelons que les deux premières séances avaient eu lieu les 6 et 12 août 2019.

L'ironie par ailleurs, le vendredi 23 août cette même chambre des députés siégera pour la séance de ratification de la politique générale du premier ministre nommé le 22 juillet 2019 par Jovenel Moise, Fritz William Michel. Ce dernier est invité à présenter l'énoncé de sa politique générale en conférence des présidents, c'est ce qui a été décidé en conférence des présidents de commission tenue le lundi 19 aout 2019 dernier.

Dans cette perspective, la commission chargée d'étudier les pièces du premier ministre nommé et des membres du Cabinet ministériel a bouclé son rapport et elle le rendra sous peu à l'Assemblée des députés, c'est ce qu'a pour sa part fait savoir le président de cette commission le député Hermano Exinord qui en a également profité pour relater que dans les dossiers de plusieurs ministres pressentis qu'il qualifie «d'évadés fiscaux» certaines irrégularités graves ont été relevées.



Michel Martelly



Joseph Lambert et Gary Bodeau



Le député Hermano Exinord président de la commission chargée d'étudier les pièces du premier ministre nommé et des membres du Cabinet ministériel



Jovenel Moise



Joseph Lambert et Jovenel Moise

Dans la foulée, au cours d'une conférence de presse, donnée le lundi 19 août 2019 des syndicats de transports annoncent eux-mêmes leur intention de déposer une plainte contre l'Etat haïtien le vendredi 23 août prochain, puisqu'il est resté indifférent aux problèmes d'insécurité et de vie chère, auxquels fait face la population, a déclaré Jean Philippe Marcelin le secrétaire du Secteur des transports terrestres haïtiens (Stth).

Selon les informations fournies au cours de cette conférence, cette marche partira du Portail de Léogane, logeant la rue Oswald Durand, pour se rendre devant le palais national au Champ de mars pour y manifester pendant trois jours (trois nuits ajouté par nous) avant de se rendre devant le Palais Législatif pour exprimer les doléances de la population en difficulté.

Toujours dans le même scenario de comédie, le sénateur du Sud'Est Joseph Lambert a publiquement signifié ses différences avec Jovenel Moise du fait que le président ne l'a pas désigné en tant que Premier ministre « J'étais prêt à sacrifier le reste de mon mandat de 3 ans et 8 mois afin de servir mon pays » a-t-il fait savoir et que « Le Président Jovenel Moïse m'a craché dessus à deux reprises »

Comme cette opposition est une poubelle ou tout est bienvenu. Lambert annonce triomphalement son passage à l'opposition comme l'avait fait son collègue Latortue. Tous ce qui se ressemblent, s'assemblent déjà le Président de la Chambre Basse Gary Bodeau menace lui aussi de mobiliser ses 60 Députés pour passer à l'opposition face à Jovenel Moïse si aucun accord n'ait trouvé dans une réunion d'urgence qu'il convoquera pour résoudre les conflits entre le Président de la République Jovenel Moïse, l'ancien président Michel Martelly, le sénateur Joseph Lambert et lui.

Fritz William Michel sur la sellette



Le Premier ministre nommé Fritz William Michel déposant ses pièces au secrétariat de la chambre des députés



Des députés de l'opposition

Par Marie Laurette Numa

Dans une correspondance adressée au président de la chambre des députés, Gary Bodeau, 8 députés de l'opposition l'ont informé d'un recours exercé par devant la Cour de Cassation contre la décharge accordée au Premier ministre nommé par la Cour des Comptes.

« Les députés signataires de la présente, s'empressent de vous informer qu'il y a eu un pourvoi en cassation exercé en date du 16 août 2019 contre l'arrêt de quitus rendu le 23 mai 2019 en faveur de Monsieur Fritz William Michel »

Ils ont également mis à l'index que le nommé Fritz William Michel n'a pas reçu de décharge pour la période (2009-2011) au cours de laquelle il a été comptable en chef de la Direction Générale du Budget au Ministère de l'Economie et des Finances.

Les députés signataires sont en l'occurrence Bertrand Sinal, Bélizaire Printemps, Déus Deronneth, J. Manès Louis, Robert Bossé, Kettel Jean-Philippe, Vickerson Garnier et Reynald Exantus.

Interdiction de départ contre Magalie Habitant



Magalie Habitant



Les 7 mercenaires arrêtés par la police haïtienne le dimanche 16 février

Par Thomas Peralte

Dans le cadre du dossier des 7 étrangers Talon Burton, Vlade Jankovic, Michael Estera, Dustin Daniel, Christopher Osman, Christopher Mc Kinley, Kent Kroeker lourdement armés, qui ont été arrêtés par la police haïtienne le dimanche 16 février, avec un arsenal impressionnant et qui ont été relâchés puis ont laissé le pays sans aucune explication de l'Etat haïtien, l'un des leurs, Chris OSMAN ex-soldat de la Marine américain avait lui écrit sur son compte Instagram. « Mes jours à travailler en dehors des États-Unis sont officiellement terminés parce que mon visage a été affiché dans les médias à travers le monde. L'équipe était en Haïti pour fournir un travail de sécurité pour des gens directement connectés à l'actuel Président. Nous avons été utilisés comme des pions dans une bataille publique entre lui et l'actuel Premier Ministre d'Haïti »

Justement c'est dans ce dossier qu'est impliqué l'ancienne Directrice Générale du Service Métropolitain de Collecte de Résidus Solides, devenu par la suite Service National de Gestion de Résidus Solides Magalie Habitant puisque l'un des véhicules immatriculé DM-01616 utilisés par les étrangers a été acheté en son nom et enregistré au nom d'un certain Jean Fritz Jean-Louis.

Ainsi, le juge d'instruction au cabinet d'instruction au Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince Maître Jean Osner Petit Papa, dans une ordonnance l'a formellement interdit de laisser le pays.

« Nous, ordonnons au Directeur du service de l'immigration et de l'émigration d'interdire à la dame Magalie Habitant, de laisser le territoire national par les voies terrestre, maritime et aérienne et, ce, jusqu'à nouvel ordre »

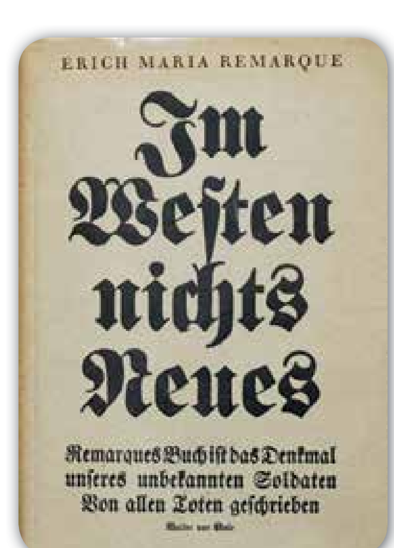
À l'Ouest, rien de nouveau

Par Fanfan la Tulipe

À l'Ouest, rien de nouveau est l'un des tout premiers livres que j'ai lus alors que j'étais encore adolescent, avancé en âge, mais sans doute pas encore suffisamment en sagesse. Il a fallu que je devienne un adulte, pas tellement avancé en âge, mais certainement bien imbu de la notion de rapports de classe et de leur impact sur l'humain, sur l'humanité, pour saisir dans sa plénitude le formidable témoignage antimilitariste de l'auteur, Erich Maria Remaque.

Soldat âgé seulement de dix-huit ans, l'écrivain nous fait vivre, revivre, sa vie au quotidien pendant la première guerre mondiale, dans les tranchées, dans la boue, sous la pluie, dans le froid avec parfois la faim au ventre, l'horreur provoquée par le bruit terrifiant des bombes, des obus, des rafales de mitrailleuse. Remaque raconte aussi la camaraderie entre les soldats, seule bouée de sauvetage pour survivre à la violence et à l'amertume d'une guerre abominable sous contrôle des bourgeoisies européennes, plus spécifiquement allemande et française, en mal de matières premières au profit des industries gérées par le grand capital.

Le titre du livre de Remaque m'est passé par la tête, peut-être par hasard, mais peut-être aussi parce qu'en ce qui me concerne, en l'adaptant aux réalités haïtiennes de ces dernières années, il pourrait bien être *En Haïti, rien de nouveau*. Depuis déjà quelques lustres, c'est la dégringolade entretenue par deux factions des classes possédantes qui s'entre-déchirent pour garder le maximum sinon la totalité du pouvoir politique et économique. Dans le temps, c'étaient les empoignades à répétition entre « les plus capables » et le « plus grand nombre », traduisez : magouilles, *coquinades, malandrineries, bacoulouteries*, entre *kabrit Tomazo menm pwal*. De nos jours, c'est bien encore: *En Haïti, rien de nouveau.*



Im Westen nichts neues. Couverture de l'édition originelle, allemande, de A l'ouest rien de nouveau



Me. André Michel, l'un des grandiseurs, grands parleurs, haut-parleurs, grands pourfendeurs de Jovenel qui s'agitent sans pouvoir réaliser quoi que ce soit de concret

Sans oublier le passé despotique, kleptocrate des Duvalier, on peut dire que c'est avec Michel Martelly que la descente aux enfers a commencé avec un régime dont le président était mieux connu pour ses prouesses fessières dévergondées, sa *tètkalétude*, la pestilence boueuse et ordurière de son langage, son mépris absolu du prestige de la fonction présidentielle et l'imposition d'une culture *longidactyle*, une culture des doigts longs, les uns montrant une plus grande agilité digitale que les autres, une *digitalité* à dérouter les magiciens les plus adroits.

Avec le grand « ingénieur » Jovenel diplômé de la Faculté d'État des Mensonges, c'est le règne de l'absurde, de l'incompétence, de l'irresponsabilité, du je-m'en-foutisme en plus des *digitalitudes* introduites par Martelly, le musicien *fessu*. À bien regarder le fil des événements, on peut dire sans se tromper : *En Haïti, rien de nouveau*. Les hommes et femmes de vigie qui s'inquiètent du bateau national en péril, sans boussole, sans capitaine, ne signalent *rien de nouveau* à l'horizon.

En Haïti, rien de nouveau, sinon que le quotidien se passe dans la faim, la peur du lendemain, la douleur d'une mère dont on a kidnappé la fille, son effroi à faire face à un cadavre après que la rançon réclamée par les malfaiteurs aura été payée. En Haïti, c'est le désespoir à chaque carrefour, à chaque coin de rue, au détour de chaque pâté de maison, dans les hôpitaux où il manque de tout pour soigner les malades, dans les églises où les prières, aussi ferventes qu'elles puissent être, montent tremblantes vers le Ciel pour retomber en chute libre dans une Haïti où il n'y a rien de nouveau sinon « *lamizè k ap farinen, lamizè k ap boujonnen* ».

En Haïti, rien de nouveau, c'est la même hantise de voir la nuit tarder à prendre la relève pour que le sommeil fasse oublier les affres de la faim, car le jour n'a été qu'une succession de contractions d'un estomac vide, en allers et retours intermittents. Ce sont les familles haïtiennes qui comptent les cadavres, sans savoir comment payer pour les funérailles. C'est un Premier ministre pas du tout légitime, démissionnaire du reste ; c'est un ministre de la Justice démissionnaire, pratiquement absent, décrié ; c'est un directeur de police dont on a l'impression très nette qu'il est boycotté par ceux qui devraient le soutenir, ce sont les PHTK qui *bambilent*, bambochent, *pillagent* sans regarder derrière, bon, *san gade dèyè*.

Nicht neues. Nihil novi. Rien de nouveau en Haïti. Je ne sais depuis combien de temps les médias parlent d'insécurité grandissante. Sans vouloir être méchant, on a l'impression que les autorités ne veulent pas vraiment contrôler la situation. À Martissant, les bandits font la loi depuis environ deux ans. Les institutions chargées de notre sécurité sont-elles à ce point dépassées par les événements qu'elles ont abandonné les citoyens à leur tragique sort ?

D'autant que les bandits ne se donnent plus de limite. Ils vont jusqu'à détourner des camions de marchandises au gré de leur appétit. Et c'est toujours la même histoire à longueur de temps sous les regards impuissants, passifs ou *tolératifs* de la police. *Rien de nouveau*, les mêmes mouvements de protestation, de frustration et de colère marqués par le blocage des routes, pour exiger de l'eau potable ou de l'électricité, sont quotidiens un peu partout dans le pays. On répète aussi que les perdants sont les mères et pères de familles qui sont mis en disponibilité ou renvoyés à cause de la faillite de certaines entreprises. Oui, *en Haïti, rien de nouveau*.

À écouter les analyses de la situation politique, c'est le même refrain qui revient à tout moment : le chef de l'État, responsable de la bonne marche des institutions, est-il bien informé du niveau et de la gravité de l'insécurité et de la crise économique, celle-ci engendrée par celle-là ? Les intervenants à la radio n'arrêtent pas de s'interroger sur la compétence et l'honnêteté du président. *Rien de nouveau en Haïti*. On se plaint à tous moments des parlementaires qui « oublient souvent leur mission de contrôler l'exécutif ». Presque six mois plus tard après l'éviction du gouvernement de Jean-Henry Céant par le parlement, on a toujours un gouvernement démissionnaire en place. Rien ne marche, et, malheureusement, *en Haïti, rien de nouveau*.

Que dire des membres de l'opposition ? C'est un fait qu'ils sont essoufflés. On l'a bien vu lors des manifestations du 14 août. Ils n'étaient pas aux abonnés absents. Me. André Michel dudit secteur démocratique populaire s'est plaint que son « secteur » n'avait pas été « invité ». Toujours la même vieille rengaine *sectorielle*, puisque cette opposition n'est pas organisée. C'est même devenu un truisme de dire que ces *oppositionnels* traînent de la patte, qu'ils renvoient l'image d'un panier à crabes.

Et ce n'est pas la première fois que le « maître » en parler en pile Michel en appelle à mettre un « peu plus d'ordre » dans l'opposition, comme s'il y en avait jamais eu ; à travailler dans le sens d'une « plus grande » concertation (sic) pour « relancer les manifestations » (resic). Pauvre comédien !

En Haïti, rien de nouveau. Il y a encore et toujours les politiciens, les opportunistes, les *grandiseurs* aussi bien que les *petitdiseurs* qui s'agitent sans pouvoir réaliser quoi que ce soit de concret, d'autant qu'ils n'inspirent pas confiance, d'autant que les masses ne les ont jamais entendus poser le problème des cruels méfaits de l'impérialisme responsable, dans une très large mesure, de notre descente aux enfers ; ce ne seront jamais eux qui prendraient les moyens nécessaires pour accompagner les secteurs progressistes et la majorité des citoyens vers une résolution de la catastrophe *tètkalée* qui s'est abattue sur la nation.

Un article paru dans *Le National* du 15 août dernier résume bien le drame d'une opposition "en panne de recettes" : « L'échec de cette énième manifestation [du 14 août] contre l'administration de Jovenel Moïse est, en fait, visible. En effet, du Champ-de-Mars à Tabarre, les manifestants ont parcouru les rues sans attirer grand monde […] Jovenel Moïse n'a fait que précipiter le pays dans le marasme économique et la misère la plus abjecte depuis son arrivée au pouvoir, a indiqué Jean Charles Moïse, qui a réclamé le départ du chef de l'État. » Rien que du blablabla.

« …Le secrétaire général de la Plateforme Pitit Dessalines précise qu'il faut un véritable nettoyage au sein de la classe politique haïtienne, il pointe du doigt certaines personnalités politiques, qui selon lui, sont impliquées dans des scandales de corruption. Monsieur Jean Charles, qui toutefois s'est gardé de citer des noms, a également fustigé le comportement de certains leaders politiques qui ont choisi de bouder ladite manifestation. » *Epi, epi, anyen*. Tout juste des *blablatudes* à gros bouillon, *à grande jèd*.

En Haïti, rien de nouveau. Il y aura d'autres manifestations mort-nées, des exercices de trapèze de l'opposition, des déclarations fulgurantes à l'emporte-pièce de « leaders » de partis, bref, du verbiage, tandis que Jovenel continuera de prendre ses aises jusqu'à la prochaine saison d'agitation et de mouvements nuls d'une misérable opposition.

18 août 2019

Nou kanpe ak El Paso ak tout viktim laterè rasis yo!

ICE sòti nan otobis nou yo! An n konstwi solidarite ak pouvwa travayè yo pou n fini ak kolaborasyon Greyhound ak ICE!



Aba laterè rasis polisye Ice yo

Chak jou atravè Etazini, ICE, ajan Depatman Sekirite Nasyonal (DHS), Ladwàn ak Fwontyè Patwouy (CBP) ap monte libelibè tout otobis transpòtasyon yo ak pèmisyon Greyhound pou idantifye travayè imigran ilegal. Li pa obligatwa pou Greyhound kite ajan imigrasyon yo ap antre nan otobis yo, savledi volontèman, Greyhound sipote klima rasis administrasyon Trump lan kreye pou demonize travayè imigran yo epi divize klas ouvriyè a. Li enperatif pou tout travayè ini yo nan yon kokenn solidarite pou n bare Greyhound nan kolaborasyon flagran sa a ak sipremasi rasis blan klas dominan yo.

Sendika ki reprezante chofè Greyhound, mekanik, ak travayè tèminal yo - Amalgamated Transit Union Local 1700 – kondane ak tout fòs epi anpil kouraj konplisite konpayi an nan lagè rasis sa a kont imigran yo administrasyon Trump lan ap veyikile. Nan yon deklarasyon, Prezidan sendika a Karen Miller te fè konnen: « *Mwen te konn wè sa rive anvan. Mwen te konn kondui yon otobis Greyhound ki fè wout Memphis-Dallas, lapolis pafwa konn kanpe otobis mwen an, fouye l ak chen, epi mande moun yo kat identifikasyon yo, sitou latino ak lot group etnik yo. Mwen te rayi bagay sa yo, men kounye a, l ap pase pi souvan, donk konsekans yo ap teyorize pasaje nou yo ak fanmi yo. Nan yon moman kote gouvènman nou an ap aplike ak mechanste règleman imigrasyon ki pa imen - tankou separe timoun ak paran yo, kenbe fanmi yo nan detansyon endefini, ak depòte moun ki te nan peyi a depi dèdekad - nou pakab kite bagay sa yo kontinye*»





Kominote yo dwe mobilize kont administrasyon rasis Trump lan ki pwodui polisye Ice yo

Nan dènye mwa yo, Trump ak alye l' yo dramatikman ogmante britalite ak kokenn lagè enperyalis meriken sou travayè migran, fè ravaj klandesten nan kominote atravè peyi a, separe timoun ak fanmi yo, epi etabli yon rezo kan konsantrasyon sou fwontyè a - yon ekstansyon nan sistèm anprizònman mas moun, kote yo anpile pase 2 milyon travayè Ozetazini, anpil nan yo se Nwa ak moun ki gen koulè. Anmenmtan an, yon kantite kòporasyon Ameriken ap vin pi rich nan kolaborasyon yo ak patisipasyon yo nan atak kont travayè migran.

Nan yon jefò pou divize travayè yo pou yo pa ini pou yo goumen kont vrè lènmi yo – ki se ti gwoup bankye nan Wall Street yo ak pwopriyetè gwo biznis yo – Trump anboche eleman ki pi reyaksyonè yo nan sosyete, se yo ki pran devan ak aji kòm sòlda nan lagè sa a. Nan semen ki sot pase a, rasis blan yo pa t pote anyen sèlman yon masak teworis ki te vize travayè Nwa ak Latino nan Gilroy, Kalifòni, El Paso, Texas, ak lòt kote, tankou nan Texas ak Ohio.

Pati Demokratik la konplis nan lagè sa a kont imigran yo, se yomenm k ap bati epi opere machin represyon masiv sa a ki chita sou depòtasyon anmas ak atak yo, pati a pa ofri anyen pou konbat machandaj sipremasi blan yo administrasyon Trump lan mobilize, si se pa Trump limenm menm ki nan tèt yo.

Nou ankouraje mouvman travayè yo pou suiv egzanp ATU 1700 ak lòt sendika ki te pale epi mobilize manm yo ansolidarite ak travayè migran yo, yo te reviv nan lit la eslogan sa a *«yon aksidan pou yon moun se yon aksidan pou nou tout!»* Anyen pa piti, se yon mobilizasyon an mas oswa yon grèv jeneral travayè yo bezwen pou yo konbat tout atwosite yo pote kont travayè migran nan peryòd sa a.

Nou mande tout fòs klas travayè yo pou yo rantre nan kanpay sa a pou n rive mete yon fen nan kolaborasyon Greyhound ak ICE, epi pran tout opòtinite posib pou nou mobilize nou ansolidarite ak travayè imigran yo.

Rele Greyhound nan (214-849-8966) epi di yo: Mete ICE, DHS ak Border Patrol deyò nan otobis yo. Otobis yo se pou transpòtasyon, pa pou depòtasyon!

Goumen pou imigran ak Refijye Tout kote (F.I.R.E.) & Rezo Solidarite Travayè Entènasyonal (IWSN) rele, mande pou kolaborasyon Greyhound ak Imigrasyon Ladwàn Ranfòsman (ICE) fini imedyatman.

Kote Lovinsky Pierre-Antoine pase ?



Kominote yo dwe mobilize kont administrasyon rasis Trump lan ki pwodui polisye Ice yo

12 Out 2007-12 Out 2019 : Douzyèm anivèsè disparisyon Lovinsky Pierre-Antoine



Lovinsky Pierre-Antoine

Lovinsky Pierre-Antoine, ansyen dirijan fondasyon 30 septanm te disparèt nan peyi a jou ki te 12 out 2007 sou gouvènman Preval la. Lovinsky se te yon militan ki te kanpe nan kan pèp la pou ede viktim koudeta 1991 yo. Chak mèkredi li te konn òganize sou Channmas la yon manifestasyon popilè pou mande jistis pou pèp la.

Se aprè yon reyinyon li te gen nan Delma ak yon delegasyon Ameriken ak Kanadyen envestigatè dwa moun, bandi politik yo te kidnape Lovinsky. Ayiti Libète pap janm sispann mande kote Lovinsky pase ?

N ap sonnen lanbi sa a chak ane nan zòrèy sanmanman yo pou n fè yo konnen nou pa bliye, nou pa bliye yo, nou pap janm bliye Lovinsky tou.

Nou pa ka bliye Lovinsky, l ap viv nan memwa nou. Trèt yo, kapon yo ki sasinen l yo. Si yo pa lach pouki yo pa kanpe pou yo di : se yo ki disparèt Lovinsky !

Jete Dlo

Se nan Bwakayiman
Boukman
Padrejan
Nikola Janmkoupe
Yo tout te rasanble

Loray tape gwonde
Manbo a piwete
Yon kochon te dage
Ganmel san l separe

Nèg yo mande anraje
Blan Franse an danje
Le mond antye sekoue
Jete dlo ! Jete dlo !

Se nan Bwakayiman
Esklav yo sèmante
Nan yon gwo tèt kole
Pou chenn yo te kase

suite à la page(18)

Atansyon! Atansyon!

Nan okazyon 228tyèm anivèsè Kongrè Bwa Kayiman an ki louvre baryè pou soulèvman jeneral 22 out 1791 la, Ayiti Libète ak Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA) ap envite nou tout nan yon kokennchenn kozman ak Roger Leduc. Yon koze enpòtan sou dat istorik sa a nan kontèks Ayiti anba okipasyon enperyalis sou kouvèti Nasyonzini, Core Group...

Vini pou nou reflechil ansanm:
Sou kote nou sòti ak kote nou prale! Zansèt nou yo te Libere tèt nou, epi Pèp la an jiye 2018 leve kanpe pou l mande: Kote Kòb Petwo Karibe a?

E noumenm ki sa n ap tann? Ki sa n ap fè pou n sòti anba okipasyon sa a?

Dimanch 25 out 2019, 7tè p.m. Nan sal Harry Numa Lokal Haïti Liberté
1583 Albany Ave (kwen Glenwood Road)
Brooklyn, NY 11210

Tout moun envite, Antre Gratis!

Pou plis enfòmasyon rele (718) 421-0162, (917) 251-6057
Osnon E-mail konbitla@yahoo.com

Les résistances haïtiennes à l'implantation du baseball par l'occupation américaine !

Le contexte d'apparition du baseball en Haïti est loin d'être innocent. Encore moins son rapport avec l'histoire de ce pays meurtri par des occupations et colonisations étrangères. Il se veut le symbole de l'impérialisme américain si l'on se tient à la logique qu'il n'y a pas d'occupation sans un projet culturel.

Enquête

Au cours de son histoire comme peuple, Haïti a subi pas moins de deux occupations américaines. La première occupation qui constitue un acte d'agression politique, économique et militaire, date de 1915 à 1934. Celle-ci s'inscrit dans la dynamique de l'essor américain dans la région relative à la doctrine de James Monroe – lancée en 1823 – et la vision de Roosevelt. Ces deux visions du monde accordent aux Etats-Unis le rôle de gendarme ou de police internationale dans l'hémisphère occidental.

Ainsi, dès le début du 20e siècle, la nouvelle puissance de l'Amérique commence par affirmer sa présence en étendant ses intérêts stratégiques dans la région caribéenne avec l'occupation du Porto Rico en 1898, Cuba en 1902, Panama en 1903, Nicaragua en 1912 et la République Dominicaine en 1916.

La première occupation nord-américaine a divisé en deux le pays. D'un côté des pro-occupants et de l'autre ceux qui ont pris le chemin de la résistance.

Toute occupation militaire de longue durée s'accompagne d'un agenda culturel. Ainsi, la première occupation américaine a essayé d'implanter voire d'imposer le baseball en Haïti. Les occupants offraient même en cadeau des battes (bâtons) et balles de base-ball, rapportent des historiens.

Haïti est l'unique pays occupé par les yankees à avoir résisté obstinément à la pratique du jeu de baseball, le sport traditionnel des Etasuniens. Le Nicaragua, le Panama, Cuba, la République Dominicaine, le Porto Rico, le Mexique et le Venezuela, occupés par l'empire américain ont tous été pris dans l'engrenage culturel de son impérialisme en adoptant le baseball introduit par les marines.

D'ailleurs, dans la majorité de ces pays, il est considéré comme le sport roi et connait un développement fulgurant. Ce, à tel point de faire de cette zone de l'Amérique Centrale et des Caraïbes un véritable bastion d'excellents joueurs mondiaux de baseball. Alors qu'en Haïti, il en est autrement. La pratique du baseball ne suscite aucun intérêt véritable chez l'écrasante majorité des Haïtiens.

Tentatives d'explication du rejet haïtien !

Entre 1915 et 1916, avec notamment Georges Sylvain, c'était le rejet de toutes formes d'expression de la culture américaine. Un fort mouvement de résistance intellectuelle et populaire se dressait contre l'occupation américaine sur ce territoire. *« Cela n'a jamais pris [de l'ampleur]. Ceci pour deux raisons : Ce n'est pas dans le goût des Haïtiens. C'est un jeu inintéressant. Mais aussi, en réaction à l'occupation »*, a fait savoir l'historien et médecin George Michel, qui se rappelle même d'un cliché historique où l'on voit une partie de baseball aux Gonaïves dans les années 20. La dernière équipe de Baseball qui à sa connaissance fonctionnait en Haïti date de 1956. Il y avait une partie



Des jeunes pratiquant le baseball dans le pays

de Baseball à la Saline. Le terrain sur lequel on le pratiquait n'existe plus. *« On a érigé des constructions dessus »*, se souvient-il.

« On n'a jamais adopté le baseball parce qu'on le rejetait comme forme d'impérialisme. Dès lors, on avait des hommes et femmes [conséquent.e.s] au pays. Ce n'était pas uniquement les intellectuel.le.s qui étaient des êtres humains mais aussi le peuple. Maintenant malheureusement, c'est la déchéance. Nous n'avons pas d'élite intellectuelle, économique et financière », renchérit Auguste D'Méza, professeur et sociologue. Il dénonce le niveau surélevé d'acculturation des haitien.ne.s qui aboutit à la quasi disparition de toute forme d'idéologie. Il prend en exemple les hommes et femmes au pouvoir qui arpentent des partis politiques, se muent en démarcheurs et essaient de justifier de tel comportement. *« Oui, il y a l'impérialisme américain. Mais au niveau sportif, cet impérialisme n'a pas eu gain de cause sur le territoire haïtien »*, argue-t-il.

Pour sa part, Dr Frantz Large, ophtalmologue, fiancé à une américaine dont le père aurait perdu un œil au cours d'une partie de baseball, est un fin connaisseur de cette discipline. *« A l'époque de l'occupation américaine, des gens pratiquaient le baseball, puis ce sport est tombé en désuétude. Ceci, surtout à cause d'un manque d'organisation. Ce n'est pas seulement le baseball, même un sport comme le basketball. C'est le sport en général. Le football était tellement populaire que toute l'attention lui était offerte. Un jeune qui le pratique a beaucoup de difficultés pour se confirmer »*, croit-il, pointant de préférence du doigt l'absence d'encadrement des activités sportives, non encouragées, pour expliquer le déclin du baseball. Aucun travail sérieux n'a été réalisé sur la sélection et la motivation des joueurs.

« Au niveau national, il y a une espèce de paradigme haïtien qui est opposé à l'initiative. Tout moun se rete chita. On attend que l'Etat fasse quelque chose pour nous. Alors que l'Etat a d'autres chats à fouetter », regrette-t-il.

Le président de la l'Association Haïtienne de Baseball et de Softball Gardy Cyriaque Prophète soutient qu'Haïti a *« raté une excellente opportunité »* en rejetant la pratique du baseball au cours de l'occupation. Il affirme que le baseball n'a rien à voir avec les Américains. *« Dommage on a connu une occupation et qu'on n'a pas profité des opportunités du baseball. Ceux qui résistent, résistent. On ne peut résister à la pratique d'un sport. Je ne suis pas un résistant. Je fais du sport »*, s'entête-t-il.

S'il attribue au manque d'organisation l'échec des tentatives d'imposition individuelle du baseball chez nous, il prétend ignorer les véritables raisons de l'échec de l'implantation du baseball lors de l'occupation américaine de 1915. *« C'est au cours de cette même époque que le basketball est rentré en Haïti et y resté »*, fait-t-il remarquer.

L'idéologie cachée derrière les pratiques sportives ne lui disent rien encore moins de l'importante résistance affichée par Haïti à la pratique de ce sport à travers son histoire de peuple.

Football vs Baseball : Choc des titans

Dans un article publié dans le journal *Le National* en juillet 2015 sous la plume de Gérald Bordes, le président de la Fédération Haïtienne de Football (FHF) Yves Jean Bart a avancé que le choix du football a été fait parce que sportivement nous avions eu plutôt la France comme mère-patrie. *« Le baseball a bien été introduit en Haïti pendant l'occupation et a été assez pratiqué dans les années d'occupation et après. Mais au fil des années, le football qui a connu un coup d'arrêt pendant les premières années de l'occupation par la fermeture du Parc Leconte, a repris ses droits sous la pression populaire »*, explique le fin connaisseur du foot local, M. Jean Bart. Le Parc Leconte est appelé de nos jours stade Sylvio Cator, l'unique stade de football en Haïti.

Il se retrouve dans un état d'obsolescence criante le rendant inapte à recevoir des compétitions internationales. Dans le passé, il était un bastion dans lequel le foot se jouait sous les regards passionnés de plusieurs centaines de personnes. *« Les marines ont été contraints de laisser le Parc en 1918, année de la création du Violette [Athlétic Club], sous la pression du secteur sportif. L'implantation du sport et plus particulièrement du football a été réalisée par les jeunes revenus de France »*, continue M. Jean Bart.

Les Dominicains, Panaméens, Cubains et Portoricains ont adopté la culture américaine avec la boxe, le baseball et le basketball, tandis que le foot, sport numéro un du colonisateur espagnol, reste une discipline de seconde zone. D'où le résultat important de la force de frappe de l'occupation américaine sur ces territoires anciennement sous leur domination. En Haïti, le football est le plus pratiqué. Après vient le basketball. Le volleyball, la boxe et le tennis sont plus ou moins adoptés par un groupe marginal.

Pour sa part, le professeur et sénateur Patrice Dumont assure que le refus du baseball constituait une question idéologique nationaliste dominante dans le milieu sportif haïtien. *« On peut avancer l'hypothèse de la ligne idéologique nationaliste dominante dans le petit milieu sportif haïtien de l'époque déjà entiché de football et d'athlétisme*, fait-il savoir au quotidien *Le National* tout en ajoutant que c'est l'occupation qui a laissé le volleyball en Haïti. *Le noyau du volleyball était la ville de Hinche où l'armée américaine était concentrée du fait que c'était le fief de Charlemagne Péralte [l'opposant farouche à l'occupation Etasunienne de 1915] »*.

Les joueurs de baseball venant de la République Dominicaine, de Cuba et de Porto- Rico font partie des meilleurs au monde et des plus demandés sur le marché international alors que les footballeurs d'Haïti peinent à se faire une place dans le monde footballistique international au même niveau. Toutefois, les deux spécialistes admettent pour autant que le pays n'ait pas fait le mauvais choix en adoptant le foot comme sport numéro un au détriment du baseball.

Déclin sportif et généralisé !

« Le niveau de notre sport est en grande partie en rapport avec notre sous-développement. Donc, quelle que soit la discipline sportive considérée, il n'est pas dit que nous pourrions vaincre l'obstacle de notre sous-développement matériel et mental », a soutenu Patrice Dumont, actuellement sénateur de l'Ouest.

Quant à Yves Jean-Bart, il pense qu'il est admis généralement que celui qui est doué pour un sport l'est aussi



On n'a jamais adopté le baseball parce qu'on le rejetait comme forme d'impérialisme.

pour n'importe quelle discipline sportive. Pour cela, il n'écarte pas la possibilité pour que le baseball puisse être un sport quelconque dans le pays. *« Il reste à savoir ce qu'aurait été une discipline quelconque en Haïti dans ce contexte d'absence générale de stratégies et de politiques de sport où les décideurs continuent d'afficher leur ignorance en écartant le sport de tout programme de développement en continuant de penser que le sport est une activité pour ceux qui n'ont rien à faire »*, argue-t-il.

Fait défaut en Haïti, l'investissement public dans le sport, les apports financiers du secteur privé, l'encadrement des sports de haut niveau et la promotion des pratiques sportives.

Le sport – comme les autres secteurs de la vie nationale - subit l'effet de la dégradation continue de l'environnement institutionnel, socio-économique, culturel et politique global du pays. Ainsi, dans le document de cadrage de l'élaboration des politiques nationales de jeunesse, de sport et de civisme, le ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique (MJSAC) a fait savoir que les problèmes inhérents au secteur sportif haïtien, entre autres, sont les suivants : *« Les clubs, les associations et les fédérations sont pauvres, ils manquent de tout. Certaines institutions ont un grand besoin d'être encadrées, renforcées, refondées ou tout simplement instituées. Cette situation va en se renforçant puisqu'il n'y a pratiquement aucun investissement public ou privé significatif et viable dans les activités sportives qui sont financées de façon volontaire et sporadique »*, lit-on dans ce document qui dénonce l'absence de contrôle étatique sur les mouvements de création de centres privés de gymnastique, d'écoles de football, de karaté et de judo.

A présent, le baseball reste dans le cadre du sport de loisir, cela soustend qu'il permet à un groupe très restreint d'entretenir la santé du corps et de l'esprit. On est encore très loin de voir – si on aura à le voir en effet – le baseball comme sport spectacle donc professionnel conçu comme marchandise et activité économique rentable et vendable, comme l'entendent les initiateurs.

ENQUET'ACTION est un média en ligne d'investigation journalistique, de journalisme multimédia et de journalisme de fond, créé en février 2017 à Port-au-Prince et lancé officiellement en juin 2017. Axé sur le journalisme de qualité qui croit en l'accès libre à l'information, il ambitionne de devenir une source d'informations indispensable pour les médias nationaux et internationaux, de même pour le public. Il est né de la volonté de renouer avec les fondamentaux du journalisme qui vise la quête de vérité afin de permettre à la presse de jouer véritablement son rôle de contre-pouvoir.

Lettre ouverte à Bill de Blasio, 109ème maire de New-York



Non à Michel Martelly sur le Eastern Parkway

Bill de Blasio, Maire de la ville de New York

Monsieur le Maire,

Nous vous écrivons pour vous demander de refuser la participation de Michel Martelly à toutes les activités entourant le défilé de la fête du travail sur le Eastern Parkway.

Nous croyons que les New-Yorkais que nous sommes et le New-Yorkais que vous êtes, avons la responsabilité citoyenne de dénoncer une atteinte imminente aux valeurs d'égalité et de justice qui font de New York une ville de diversité et de tolérance, ce qui fait notre fierté.

Déjà reconnu pour sa vulgarité et ses paroles choquantes, en 2016 Michel Martelly aussi connu sous son nom d'artiste Sweet Micky, a franchi une ligne outrageuse avec des propos misogynes, haineux et violents en ciblant Liliane Pierre-Paul, récipiendaire du Prix Courage en journalisme de 1990, prix émis par le International Women's Media Foundation.

Madame Pierre-Paul est une personnalité de la radio haïtienne qui a survécu à la torture et à d'autres atrocités sous le régime de Duvalier. Des décennies après avoir été brutalisée pour avoir osé critiquer le régime dictatorial de son pays, elle a continué à prendre position et à questionner la gestion des affaires de l'État dont la corruption et la dilapidation des fonds publics sous le régime de Michel Martelly.

En guise de représailles, Michel Martelly, alors Président en exercice, a publié la chanson « Ba li bannan ». Ce merengue carnavalesque présentait le Président comme un médecin qui appelait son public à insérer divers objets dans les parties intimes de Liliane Pierre-Paul.

Avant de s'en prendre à Liliane Pierre-Paul, Michel Martelly avait renforcé son rôle de misogyne violent en présentant OJ Simpson comme son idole. Michel Martelly a publiquement déclaré qu'il soutenait Simpson parce qu'il avait établi la norme pour les hommes aux prises avec une conjointe infidèle. Après que l'ex-footballeur ait été arrêté pour l'assassinat de sa femme, Nicole Brown, Michel Martelly avait déclaré que O.J Simpson avait fait ce que tous les hommes devraient faire si leur femme les trompait : "Tuez cette pute".

En 2018, ici même à New-York et de surcroit, lors des activités autour du West Indian Parade, interrogé par un spectateur sur la dilapidation des fonds PetroCaribe, trop lâche pour répliquer à un homme, Michel Martelly, le misogyne en puissance, avait insulté et humilié son épouse. Il avait répondu à cet homme qu'il avait caché cet argent dans l'entrejambe de sa femme.

La misogynie primaire et le langage violent de Michel Martelly dépassent les exemples que nous vous avons présentés. Nous croyons fermement que sa présence aux activités entourant le West Indian Parade, est dangereuse pour les femmes et elle va à l'encontre des valeurs qui font de New-York une ville où il fait bon vivre. À l'ère de #MeToo, la participation de Michel Martelly dans des activités qui célèbrent la diversité dans une ville qui valorise l'égalité des sexes et le respect mutuel, nous parait indécent et incohérent. Nous vous invitons à enquêter sur la longue et boueuse histoire de Michel Martelly, de sa misogynie patente et de ses propos violents. Vous constaterez qu'il représente une menace générale pour la sécurité publique. Dans une foule où se trouve des enfants, des personnes âgées et des individus de tout acabit, avec son discours violent, Michel Martelly pourrait potentiellement semer le chaos.

Nous vous rappelons qu'en mars 2019, suite à des protestations de nombreuses organisations de défense des droits des femmes et de citoyens concernés, la mairesse de Montréal, Valérie Plante, avait appuyé la demande qui avait été faite au gouvernement fédéral pour refuser l'entrée de Michel Martelly au Canada. Comme de fait, son concert du 22 mars avait été annulé. Nous espérons que nous, New-Yorkaises et New-Yorkais indignés, pourront nous joindre aux Canadiennes et aux Canadiens pour réprimander la misogynie et la violence de Michel Martelly à l'égard des femmes.

Si nous vous demandons d'interdire la participation de Michel Martelly à toutes les activités entourant le West Indian Parade, c'est parce qu'il en va de l'harmonie sociale, du vivre ensemble, de la préservation d'un milieu sain et de la protection de toutes les New-yorkaises, toutes origines confondues.

Nous vous remercions de contribuer à faire de New-York, une ville qui tire toute sa richesse dans sa diversité.

Fait à New York, le 22 Août 2019

Sincèrement,
S.O.D.H. Solidarité des Haïtiens de la Diaspora G.A.D. Group Aksyon Diaspora
Maxi François pou SODH
Jean Claudy fils pou GAD Renouvo-Demokratik@gmail.com
Edens Debas, Friends of Haiti 2010
Bernadette Dormevil, chrisdormevil@gmail.com
CC: Borough President Eric L. Adams
CC: Public Advocate Jumaane Williams
CC: U.S. Representative Yvette D. Clarke
CC: Councilman Mathieu Eugene
CC: Assembly Member/State Committee Woman Rodneyse Bichotte

Un nouveau Cartel à la tête du Syndicat de l'ONA



Les nouveaux membres à la tête du Syndicat de l'ONA

Par Biondy Effero Léon

Au cours de cette semaine, le Syndicat des Employés de l'Office National d'Assurance-Vieillesse (SE-ONA) a procédé à l'élection et à l'installation d'un nouveau Comité Directeur de 9 membres. Parmi le 500 personnes présentes figuraient entre autres des dirigeants d'autres structures syndicales notamment de la Confédération des Travailleurs Haïtiens (CTH), de l'Electricité d'Haïti (EDH), de l'Office d'Assurance Accidents du Travail, Maladie et Maternité (OFATMA), de l'Autorité Portuaire Nationale (APN), des directeurs centraux et de différents cadres et membres du personnel de l'ONA.

Deux cartels étaient en lice pour le contrôle du SE-ONA, lors de ces élections organisées dans la plus grande transparence. Il s'agissait du Cartel « L'UNITÉ » qui a remporté les élections face au Cartel « La PAIX ». Exane Coffy, le Secrétaire Général faisant office de Porte-parole du nouveau Comité Directeur, a présenté à l'assistance les grandes lignes d'action de son équipe ainsi que son programme ambitieux.

« Nous tenons à rassurer que le syndicat n'est pas une instance de blocage, ni une organisation politique. C'est de préférence un outil fondamental dont la mission consiste essentiellement au respect à la promotion et surtout à la défense des droits des employés au cas où les hauts responsables de la Direction Générale auraient l'intention d'en passer outre ou encore de les bafouer ». Ainsi s'est exprimé Exane Coffy.

Liste des membres élus du Cartel « L'Unité» sont les suivants Michel Legros : Président, Exane Coffy : Secrétaire Général, Mme Gladys Étienne : Secrétaire à l'Information, Noel Zacharie: Secrétaire aux Finances, Féguens Massillon : Secrétaire à la Formation, Verdier Antoine : Secrétaire à l'Organisation, Mme Judith Samedi : Secrétaire à la promotion féminine, Valérie Pédestre : Secrétaire aux Conflits, Ilmond Saintil : Délégué.

Ces nouveaux membres auront la lourde responsabilité de mener des enquêtes approfondies pour pouvoir faire la lumière autour des plusieurs scandales relatifs à des harcèlements sexuels de femmes contre des femmes et de crimes financiers. En outre, des rumeurs persistantes fon état de détournements de plus de 5 milliards de gourdes et des privilèges accordés à ceux et celles qui ont décroché un doctorat en violation des droits et en exploitation des ouvriers et ouvrières.

The Lasalin Massacre and the Human Rights Crisis in Haiti

by Judith Mirkinson, National Lawyers Guild & Seth Donnelly, Haiti Action Committee

The second of two parts

Interviews with Residents of Lasalin: Conducted on April 1, 2019

Our human rights delegation visited Lasalin on Mon., Apr. 1, during the late morning and early afternoon. The neighborhood, usually teeming with people, was eerily empty. No one was on the streets, and the houses—many of which were shot up, burned and/or completely destroyed—were abandoned. Upon our arrival we were told that the situation was still precarious and that people had to be off the streets completely by 4 PM. We were met by a group of about 15 to20 community members, consisting mostly of women of different ages who were anxious to give testimony about the massacre. They guided us down a main street, showing us housing, including affordable housing units built during Aristide's presidency, that had been shot up by heavy munitions with bullet holes measuring 2-3 inches across.



A street in Lasalin



Interviewee Mildred has shoeless, swollen feet

One person after another described how their relatives were killed, many hacked and/or burnt to death. People we interviewed said,"This neighborhood has been made a mausoleum. There is no water, no hospital and no school."They repeatedly told us, "This is a humanitarian crisis. People are not living as human beings."Photographs of the aftermath document bodies being left to rot, to be eaten by pigs or dogs. Others show bodies that had been hacked and then burned.



The remains of a pregnant woman who was burned alive

What follows is testimony we gathered from community members during our visit to Lasalin. Translation was provided on the ground during our meeting in Lasalin by a Haitian professional translator. The names of the people who provided testimony have been altered for their protection.

From Mildred, a young pregnant woman:

"On Nov. 15, my husband was in the house with me and they grabbed him and used the machetes to kill him… I lost my husband while I'm pregnant."She thinks she's due next month and has no access to healthcare. She pointed to her shoeless, swollen feet. She's sleeping now by the ocean where there's "bad breeze" and no proper food.

From Jeanne:

"I lost my 28 year-old son. He was burned and I also lost my husband. Why?"

"This community, Lasalin, has a reputation of revolution. We don't stand with dictatorship since the Macoutes and Duvalier. And still now. Children, youth, and adults here have the blood of revolution. That's why the government doesn't like this community... So what's happening is that the death squad involved in these killings has been living in a [nearby] neighborhood 'Na Chabon'. They've been involved in sexual assaults, they've been involved in raping women, and because of this, the community [Lasalin] decided that they would keep them away. But because of this, they [the death squad named 'Chabon'] got together with Martine Moïse, the First Lady of Haiti, who helped them to come back after 6 years to really terrorize the population and kill people."

"One thing that is very important for us—you can see these houses—they were houses that President Aristide built… People who were living there had to leave and go into a displaced community because they can't live here." "On March 13, 2019, there was a huge incident where they murdered some people in this community and even burned them. Right now the place where this happened… you can see some of the skeletons that were burned. But also this community is using the place as a mausoleum in memory of all the people who died. It is the house where the people were living and we decided to keep it as a mausoleum."

"So the whole community...is essentially living through the women being vendors on the street, selling whatever they can find. Like a young child here in Lasalin is selling something. It can be a small fish, it can be a little bit of fried food, street food. But since this happened, if the children can no longer be involved in these kind of vending activities, it can be worse. This makes the situation of hunger really awful in this community. I have not had anything to eat since Saturday." [she was speaking to us on Monday]

"So right now people in Lasalin aren't living as human beings should be living. They [the death squad] steal everything that people own in this community. Now the people have no resources to take care of themselves. And during the day you can see that there's still a lot of people in the community, but when it gets to be 4 or 5, you will see that people will be spreading, looking for places under bridges, next to the water, to leave the neighborhood, because it will be dark and anything can happen with the same group coming back just to attack…"

"Yesterday there was shooting going on, but they might come back…

From Daniel:

"I lost my son."

"Right now the community of Lasalin has lost everything. Over there you can see the building without the window. It's a building that used to be a well-known hospital. Now it's gone…"

"Lasalin used to have water access. Now we don't have it anymore. The people in Lasalin used to find their own ways to survive, but after the incidents, things got worse. That's why the people of Lasalin aren't just calling for legal assistance for what happened, but also calling for humanitarian assistance…."



Interviewee Paulette had a bad skin rash

"Most of the people in this community have escaped and fled because they fear so much from new attacks... I'm under threat because I've been involved in reporting to human rights organizations. We've heard threats…. Since the massacre, no one from the government comes here to really talk with us. The prime minister at the time [Ceant] said that all of the pictures [of the massacre] that were in the media and the social media were not real pictures from November, but that these were pictures from 2004 [the year of the coup]."



The remains of a pregnant woman who was burned alive

"... we need to find justice for what happened, for people who've lost loved ones, for people who didn't even find the bodies of their close friends and relatives to even have a decent funeral. For all of this, the people of Lasalin want justice. And they know justice won't come from this government."

From Annette:

"I had a child who was 24. And he was not someone involved in any trouble activity. He was an artist and a DJ who helped with music. He was inside, the group came in, killed him, cut him up with machetes, and burned him. Many others have lost loved ones like this. My house was ransacked.

I'm now dealing with hunger. After all of these massacres have happened here, it's nonsense that people have to escape from the community they were born in and have to go live by the ocean where there's bad breeze [toxic air]...The President should have someone sent here, maybe a minister or maybe a director of somewhere, to talk to the victims, but the President is actually working with the death squad. They become his entourage. They become his people and this way the people of Lasalin constantly live under fear, the threat that something can happen."

From Paulette, an older woman with a skin rash:

As explained by a man next to her—"Her son was cut up in front of her and because of this trauma was so bad that she had all of this [rash]. In her words—"They shot him, then cut him up, and burned him."

He was 32 years old.

Jeanne went on to say:

"The people you see here are the fearless. They want to come here [to talk with you] because they have no fear. There are people who… don't want to come back to this community. They've seen too much. They stay by the water...

"The group that perpetrated this is Chabon. They are connected with the government and are working with the government in the Ministry of the Interior. This group [Chabon] was supportive of Martelly during the election. They [the people of Lasalin] did not want Martelly to come into Lasalin, but this group was very supportive of Martelly… What they [Chabon] claim is that they have to control this community because this way they would really control the situation. And they want this community to become PHTK [ruling government party]. But this will remain opposition."

suite à la page(16)

New York's Haitians Must Say NO to Michel Martelly at the West Indian Day Parade



Michel "Sweet Micky" Martelly in the 2016 West Indian Day Parade. His participation in the celebration is an affront to the Haitian community, women in particular

by Michelle Daniel

Once again, it is time for the traditional West Indian Day Parade, a cultural celebration, where people of all ages gather on Eastern Parkway to celebrate their heritage and connect with their Caribbean neighbors. It is a celebration of food, music, family, and brotherhood, which has been enjoyed for decades by New York's Haitian-American community.

In recent years, Haiti's ex-president Michel Martelly, also known as the musician "Sweet Micky," has participated in the parade, thereby limiting our enjoyment and full participation in the celebration. The legacy of his corrupt, reactionary, and repressive government, insults and attacks on women, foul language and antics, and aggressive intolerance towards people who dare question his behavior make his participation as a representative of Haitian culture an outrage. His presence again this year is intolerable and even constitutes a danger for people's safety.

While young girls and women in Haiti have been raped by gangs, Sweet Micky openly brags about his affiliation with these gangs, which he called "bandit legal" (legal gangsters).

Furthermore, Martelly's government stole most of the money from the $2 billion "PetroCaribe Fund," thereby greatly increasing the Haitian people's misery and poverty. He is even credibly accused of poisoning a judge investigating his corruption. We, members of New York's Haitian-American community, are raising our voices to say: ENOUGH IS ENOUGH!

Michel "Sweet Micky" Martelly should be in a courtroom or jail cell for his government's plundering of the PetroCaribe Fund. He has made violent, misogynist insults and threats against one of Haiti's leading journalists, Liliane Pierre-Paul. He boasts of having been a card-carrying Tonton Macoute, as the Duvalier dictatorship's henchmen were called.

We will not endure Martelly's litany of obscenities on Labor Day this year.

We will not idly stand by and let Sweet Micky continue to insult women.

We say no to his sexist message and promotion of sexual abuse, rape, and even murder of women.

We will not expose our children to the filth he spreads.

Michel Martelly should not, cannot represent the Haitian people in the West Indian Day Parade.

We do not deserve that. We are better than that.

No to Michel Martelly in the West Indian Parade Labor Day 2019.

Michelle Daniel is a member of the Brooklyn-based Haitian Coalition to Support the Struggle in Haiti (KAKOLA).

HONG KONG : L'INGÉRENCE OCCID

Par Bruno Guigue

Lorsque la presse chinoise a publié la photo de quatre dirigeants du mouvement de protestation hongkongais en compagnie du chef du département politique du consulat des États-Unis, on a senti comme un trou d'air dans la rhétorique anti-Pékin. Difficile, tout-à-coup, de nier l'intervention d'une puissance étrangère – à 15 000 km de ses frontières – dans une crise qui ne la concerne pas. Tenter d'occulter ce qui saute aux yeux est toujours un exercice de haute voltige, et l'on sait la propagande occidentale coutumière de ces acrobaties ! Depuis le début des récents événements de Hong Kong au mois de juin 2019, la narration de ces événements par les officines du monde libre offre un concentré de mauvaise foi et d'inversion des signes qui passionnera certainement les politologues du futur. Multipliant les distorsions de langage, en effet, elle fait passer une affaire intérieure chinoise pour un conflit international, une décolonisation pour une colonisation et l'ingérence étrangère pour une entreprise humanitaire.

Comme celle de Taïwan – mais pour des raisons différentes – , la question de Hong Kong est le legs historique d'une époque révolue. Héritée du colonialisme bienfaiteur de sa Gracieuse Majesté, la particularité de Hong Kong lui vaut aujourd'hui un « régime d'administration spéciale » que la République populaire de Chine a bien voulu instaurer lors de la signature de l'accord sino-britannique de 1984. Quitte à enfoncer des portes ouvertes, rappelons toutefois que Hong Kong c'est la Chine, au même titre que Pékin ou Shanghaï. Car l'oubli volontaire de cette évidence est la cause de confusions en tous genres et de manipulations sans limite.



Les manifestants à Hong Kong brandissant le drapeau américain et chantent l'hymne national américain dans leur plaidoyer en faveur de la démocratie



Joshua Wong a rencontré le sénateur Marco Rubio à Washington le 8 mai 2017



Jimmy Lai, éditeur et défenseur de la démocratie à Hong Kong, a rencontré le conseiller à la sécurité nationale John Bolton à Washington. Après des réunions avec Pompeo, ceci est censé envoyer un signal à Beijing. C'est très inhabituel pour un visiteur non novice d'obtenir ce type d'accès

Hong Kong, butin colonial d'une guerre de l'opium

La conquête coloniale du « port parfumé », au XIXème siècle, s'est déroulée en trois étapes. Les Britanniques ont annexé l'île de Hong Kong en 1842 à la suite d'une « guerre de l'opium » qui a précipité la ruine de l'empire des Qing et livré la Chine à la voracité des prédateurs coloniaux. La presqu'île de Kowloon a ensuite été arrachée en 1860 lors de l'intervention militaire franco-britannique qui a dévasté le palais d'été à Pékin. Enfin, les « nouveaux territoires » ont été cédés à Londres en 1898 pour une durée de 99 ans dans la foulée des nouvelles humiliations infligées à la Chine par les envahisseurs étrangers à l'orée du nouveau siècle.

C'est cet ensemble territorial – aujourd'hui dénommé région d'administration spéciale de Hong Kong – qui a été solennellement restitué à la République populaire de Chine en 1997 selon des modalités définies par l'accord de 1984. Bien sûr, Margaret Thatcher aurait souhaité le conserver, mais Hong Kong n'est pas l'archipel des Malouines, et la Chine n'est pas l'Argentine. Compromis entre une puissance coloniale déclinante qui déclare forfait et une grande puissance émergente qui privilégie la négociation, l'accord sino-britannique de 1984 instaure à Hong Kong un régime de semi-autonomie et prévoit l'application du principe : « un pays, deux systèmes » jusqu'en 2047. Pour Pékin, ce compromis présente un double avantage. Le premier est d'ordre politique. Adeptes du temps long, les dirigeants chinois ont opté pour une transition en douceur. La dépendance croissante du territoire à l'égard du continent favorisera son assimilation progressive, sans préjuger de son futur statut au-delà de 2047. Le second avantage est d'ordre économique. Dotée d'une rente de situation géographique, adossée à la puissance de la City, la place de Hong Kong s'est transformée en plaque tournante de la finance asiatique. En y maintenant un régime spécifique, Pékin pourra l'utiliser afin d'attirer en Chine les capitaux de la diaspora chinoise et ceux des investisseurs étrangers.

Le système administratif de Hong Kong d'aujourd'hui est plus démocratique que celui légué par les Britanniques

Sas d'entrée pour les flux financiers captés par les réformes économiques, ce minuscule territoire de 1 106 km² et 7,5 millions d'habitants continue donc à jouir depuis 1997 d'un statut particulier dont il n'existe aucun équivalent (hormis Macao) en Chine populaire. Le territoire a sa propre législation, sa propre monnaie, ses propres équipes sportives. Mêlant élection et cooptation des dirigeants, son système administratif est plus « démocratique » que celui qu'ont légué les Britanniques. Les manifestants réclament la démocratie en brandissant des drapeaux britanniques, mais les premières élections au suffrage universel ont eu lieu en 1991, c'est-à-dire après les accords de 1984, afin de conformer le système administratif aux objectifs fixés pour le transfert de souveraineté prévu en 1997. Si la crise actuelle devait dégénérer, les principaux perdants seraient donc les habitants de Hong Kong eux-mêmes. Assise sur la finance internationale, la prospérité du territoire serait vite ruinée et la place de Hong Kong détrônée par les mégapoles méridionales, Canton et Shenzen, beaucoup plus peuplées et plus puissantes que la cité portuaire.

Avec un PIB par habitant dix fois supérieur à celui de la Chine continentale, les contestataires hongkongais feraient mieux de méditer sur les conséquences d'un embrasement de leur îlot de prospérité. Au lieu de brandir des drapeaux américains et britanniques, ils devraient aussi réfléchir à ce que signifie la démocratie importée d'Occident, sans parler du destin de ceux que Washington a abandonnés du jour au lendemain après les avoir poussés à l'affrontement. Le statut particulier de Hong Kong, comme son insolente richesse, n'ont rien d'éternel. Son régime spécial est transitoire, même si l'échéance de son éventuelle disparition est lointaine (2047). Aucune règle de droit international ne contraignait la Chine à l'adopter, et elle l'a fait parce qu'elle le jugeait conforme à ses intérêts nationaux. Arraché il y a 187 ans par le colonisateur étranger, Hong Kong revenait de droit à l'État chinois. La restitution a eu lieu de façon négociée, et c'est tant mieux. Mais après cette restitution, la suite des opérations ne concerne en rien le reste du monde. C'est pourquoi la seule réponse rationnelle aux admonestations occidentales est celle qu'on peut lire dans le Quotidien du Peuple depuis le début de la crise : « Mêlez-vous de vos affaires ! ».



Arraché il y a 187 ans par le colonisateur britannique à la suite de la honteuse guerre de l'opium, Hong Kong revenait de droit à l'État chinois. DR

Pour les occidentaux, le ridicule ne tue pas

Mais chassez le naturel, il revient au galop ! La plupart des dirigeants occidentaux et de leurs porte-voix médiatiques – c'est plus fort qu'eux – prennent leurs désirs pour des réalités. Ils voient dans le statut particulier de Hong Kong une sorte de régime international – qui n'existe nulle part – , alors qu'il s'agit d'un aménagement interne qui relève exclusivement de la souveraineté chinoise. Ce tour de passe-passe donne une apparence de légitimité à l'ingérence étrangère. De façon mensongère, il transforme une question intérieure en conflit international, semblant justifier auprès d'une opinion manipulée le ton péremptoire des dirigeants occidentaux. On entend alors ces derniers, dont on sait d'expérience le profond respect pour le droit international, donner des leçons à Pékin comme si Hong Kong était un territoire occupé par la Chine ! Ils reprennent même la rhétorique puérile des agitateurs hongkongais pour qui Pékin pratiquerait « l'ingérence dans les affaires intérieures du territoire », en oubliant que ce territoire fait partie de la République populaire de Chine. Heureusement pour eux, le ridicule ne tue pas. Dépassés par la Chine sur le plan économique et incapable de la vaincre militairement – pour des raisons évidentes – les États-Unis font feu de tout bois pour déstabiliser leur rival systémique. Le droit-de-l'hommisme à la petite semaine est la seule arme qui leur reste. Ils l'utilisent à Hong Kong comme à Caracas ou à Téhéran, et personne n'est dupe.

A quand une protestation chinoise sur la façon dont le gouvernement des États-Unis gère les crises à répétition qui sévissent sur leur territoire ou sur l'oppression séculaire subie par les Afro-Américains ? Ceux qui dénoncent la répression insoutenable qui régnerait à Hong Kong sont-ils les mêmes que ceux qui organisent des embargos meurtriers contre l'Iran, la Syrie, Cuba ou encore le Venezuela dont un économiste libéral, Jeffrey Sachs, a calculé que les sanctions prises contre ce pays depuis 2017 avaient provoqué la mort de 40 000 personnes dont des milliers d'enfants privés de médicaments ? Les chœurs de pleureuses parisiennes qui réclament notre solidarité avec les manifes-



La diplomate américaine à Hong Kong, Julie Eadeh en train de rencontrer des dirigeants du mouvement de protestation hongkongais

DENTALE LA MAIN DANS LE SAC !



Nancy Pelosi, honorée d'avoir rencontré Joshua Wong, un leader étudiant qui a dirigé une grande manifestation réclamant le suffrage universel à Hong Kong

tants hongkongais soumis à une « violence inouïe » sont-ils les mêmes que ceux qui approuvèrent la délicatesse avec laquelle le gouvernement français a traité le mouvement social des Gilets Jaunes, avec ses 10 000 arrestations, 1800 condamnations et 200 blessés graves dont 25 mutilés ? Ou les mêmes, encore, que ceux qui ne trouvent rien à redire à la participation française à une guerre d'extermination au Yémen, avec ses 50 000 morts, son million de victimes du choléra et ses 8 millions de civils menacés par la famine ? Mais il est vrai que balayer devant sa porte n'est pas l'attitude la plus répandue à Washington ou à Paris. Et dans ces capitales du monde civilisé, on est toujours prompt à s'immiscer dans les affaires des autres en invoquant des principes humanitaires sur lesquels on s'assied tous les jours.



Le drapeau colonial de Hong-Kong et celui des Etats-Unis

CE QUI SE PASSE VRAIMENT À HONG KONG

Par Reese Erlich

Les manifestants ont envahi les rues en juin, mais les racines du conflit entre l'île et la Chine continentale sont profondes.

Depuis plus de trois mois, des habitants de Hongkong se sont rassemblés dans les rues pour protester contre un projet de loi sur l'extradition. Les critiques disent que cela permettrait à la Chine d'extrader des étudiants, des journalistes et des hommes d'affaires dissidents vers le continent, où ils pourraient être emprisonnés pour leurs opinions. Les rassemblements et les marches de dizaines de milliers de personnes ont atteint peut-être près de deux millions à leur apogée. « J'étais très en colère contre le projet de loi », dit Adrian Leong, un ancien résident de Hong Kong et activiste politique à San Francisco. « Tout le monde pouvait se voir en difficulté. »

Mais les partisans du gouvernement de Pékin disent que le projet de loi ne permettrait l'extradition que des personnes accusées de crimes graves, et non des dissidents politiques. Selon eux, les gouvernements et les médias occidentaux utilisent la fausse question de l'extradition pour fomenter les dissensions entre Hong Kong et le continent. « Ils veulent que la Chine s'effondre et meure », dit sur YouTube Nathan Rich, un blogueur américain qui vit en Chine.

Pour éclairer ces revendications concurrentes, nous devons comprendre l'histoire de Hong Kong.

Les Guerres de l'opium

À partir de la fin du XIXe siècle, la British East India Company a vendu illégalement de l'opium à la Chine. Dans les années 1830, les entrepreneurs britanniques et américains devinrent fabuleusement riches en vendant de l'opium et en intoxicant des millions de Chinois. Lorsque le gouvernement chinois ordonna l'arrêt des ventes, les Britanniques envoyèrent des canonnières dans les ports chinois et menèrent la première guerre de l'Opium de 1839 à 1842.

La dynastie Qing perdit la guerre et fut forcée de céder l'île de Hong Kong aux Britanniques, ainsi que certaines parties d'autres villes portuaires. Les Britanniques lancèrent la Seconde Guerre de l'opium de 1853 à 1858, au cours de laquelle ils prirent davantage de territoire chinois et forcèrent la Chine à légaliser l'opium.

Pendant des siècles, la Chine a eu la plus grande économie du monde



Des manifestants brandissant le drapeau britannique symbolisant la colonisation de Hong Kong entre 1950 et 1997

(Ndt jusqu'aux « grandes découvertes européennes » du 16° siècle), vendant bien plus de biens à l'étranger qu'elle n'en importait. Les guerres de l'opium ont été menées au nom du « libre-échange », c'est-à-dire le droit des barons britanniques et américains de la drogue à ouvrir le marché chinois.

Impérialisme moderne

La vente de drogue à la Chine ne s'est pas terminée au XIXe siècle. Sous le règne du président Ronald Reagan, par exemple, les États-Unis ont forcé la Chine, le Japon, la Corée du Sud et Taiwan à acheter des cigarettes fabriquées aux Etats-Unis, le tout au nom de l'ouverture de leurs marchés au libre-échange. (Ndt : l'impérialisme étasunien continue à utiliser la drogue contre ses adversaires extérieurs et intérieurs)

Mais dans les années 1980, la République populaire de Chine a émergé comme grande puissance mondiale, et la Grande-Bretagne a accepté d'abandonner Hong Kong. En 1997, la Grande-Bretagne a restitué Hong Kong à la souveraineté chinoise en acceptant de maintenir deux systèmes politiques et économiques différents. On l'a appelé « un pays, deux systèmes ».

Ce principe « Un pays, deux systèmes » a été une étape audacieuse, quelque chose qui n'avait jamais été essayé auparavant. La Chine maintiendrait son économie socialiste; Hong Kong resterait capitaliste. Hong Kong conserverait des institutions de gouvernance établies par le Royaume-Uni, y compris des tribunaux indépendants, mais aussi des élections indirectes de dirigeants politiques. Un pays, deux systèmes durerait 50 ans. (Ndt : donc en 2047 Hong Kong devrait en application de cet accord devenir une ville chinoise comme les autres)

Le Parti communiste chinois espérait qu'avec le temps, les habitants de Hong Kong comprendraient les avantages du socialisme et rejoindraient volontairement le continent. Ils espéraient que Hong Kong pourrait être un modèle pour intégrer Taïwan en Chine.

Mais Hong Kong existait depuis plus de 100 ans en tant qu'entité distincte, et la réunification n'allait pas être facile. De nombreux Hongkongais cherchent à maintenir leurs institutions capitalistes aussi longtemps que possible. Ils veulent l'élection directe de dirigeants politiques et un pouvoir judiciaire qui en cas de conflit avec Pékin penche dans leur sens.

Les Hongkongais ont développé leur propre identité, note Tom Fowdy, un analyste chinois qui a étudié à l'université de Hong Kong. « Sur le papier, ils appartiennent au même groupe ethnique, mais ils sont culturellement différents. »

Droit de l'extradition

Les racines de la contestation actuelle sont le cas de Chan Tong Kai. En février, il s'est envolé pour Taïwan avec sa petite amie, l'a étranglée, empaillé son corps dans une valise, l'a jetée dans un champ, et est retourné à Hong Kong en avion. Bien qu'il ait avoué, il ne pouvait être envoyé à Taïwan parce que Hong Kong n'avait pas de traité d'extradition. (Hong Kong a conclu des accords d'extradition avec 20 pays, mais pas avec la Chine, Macao et Taïwan.)

Les autorités de Hong Kong n'ont pas pu inculper Chan d'un meurtre commis ailleurs. Ainsi, un tribunal de Hong Kong l'a condamné à une peine moins lourde et à quelques mois de prison.

L'indignation suscitée par l'affaire Chan a conduit les législateurs de Hong Kong à élaborer une loi qui autoriserait l'extradition vers n'importe quel pays au cas par cas. Taïwan a par la suite indiqué qu'elle ne demanderait pas l'extradition de Chan, ce qui rendait l'affaire du meurtre sans objet. Mais la question de l'extradition est restée sur la table.

Les critiques affirment que la loi proposée permettrait à la Chine de. Les critiques affirment que le projet de loi permettrait à la Chine d'extrader et d'emprisonner des dissidents politiques de Hong Kong. Cependant, les partisans de la loi soulignent qu'une infraction passible d'extradition doit constituer un crime tant en Chine qu'à Hong Kong, ce qui protège les Hongkongais contre une arrestation arbitraire. Et la loi interdit expressément l'extradition pour des crimes politiques. En outre, le projet de loi accordait au chef de l'exécutif de Hong Kong le pouvoir d'examiner les demandes d'extradition et prévoyait deux procédures de contrôle judiciaires distinctes. Et selon le bureau du directeur général, l'extradition ne «concernerait que 37 infractions passibles d'une peine d'emprisonnement de sept ans ou plus, et aucune d'entre elles n'interdit l'exercice du droit à la liberté d'expression». Mais beaucoup de personnes à Hong Kong ne font tout simplement pas confiance à Pékin. Ils citent des exemples de cas où la Chine a placé des résidents de Hong Kong en détention provisoire sans suivre les procédures judiciaires. «Le Parti communiste chinois ne respecte plus les deux systèmes», a déclaré l'activiste Leong. «Il ne respecte que 'un pays'.»

Les Manifestations

Le 31 mars, les Hongkongais ont manifesté contre le projet de loi. En juin, les manifestations, pour la plupart pacifiques, ont atteint des centaines de milliers de personnes. Le 9 juin, les organisateurs ont annoncé que deux millions de personnes avaient marché, tandis que la police chiffrait à 338 000 personnes.

Ensuite le 1er Juillet dans une action préprogrammée des centaines de militants ont pénétré de force dans les locaux de l'assemblée Hong Kongaise, ils ont détruit du matériel et ont bombé des graffitis anti communistes sur les murs. Ils ont déposé le drapeau britannique sur le bureau de l'assemblée.

Selon l'analyste Fowdy, l'affichage du drapeau britannique ne signifie pas que les manifestants veulent un retour à la domination britannique. Au contraire, ils veulent que Hong Kong «reste une région administrative spéciale sous souveraineté chinoise. Ils ne veulent pas que Hong Kong soit juste une autre ville chinoise. » Quelle que soit l'intention des militants, le fait de lever le drapeau britannique donne à mon avis l'impression qu'ils sont en faveur de l'indépendance. Cela fait le jeu des puissances occidentales qui cherchent depuis longtemps à diviser la Chine.



Le drapeau américain à Hong Kong

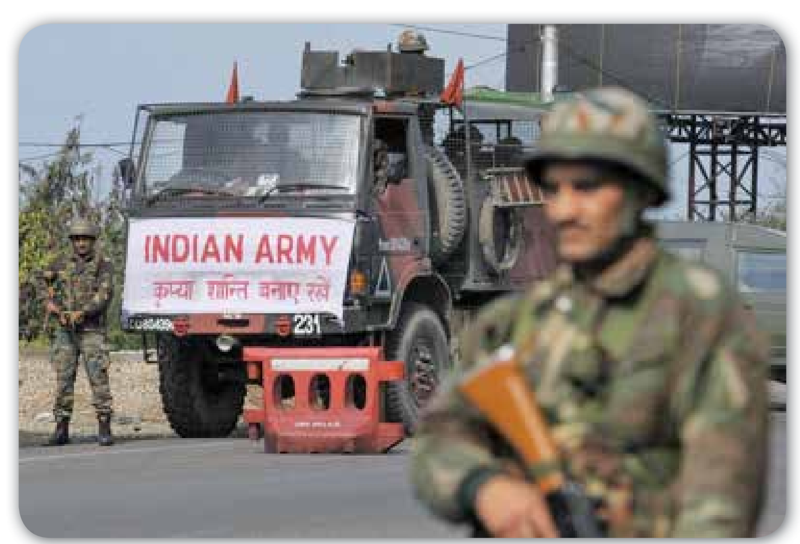
Ce n'est pas un hasard si la plupart des médias traditionnels de masse soutiennent sans réserve les manifestants et cherchent à excuser les actes de violence. Un article d'opinion paru dans le Wall Street Journal a exhorté les lecteurs à considérer le

suite à la page(15)

Cachemire : la guerre, c'est la continuation de la politique par d'autres moyens…

Par Richard Labévière

C'est sans doute la bombe géopolitique de l'été… Et la question qui vient aussitôt à l'esprit, c'est pourquoi maintenant ? Alors qu'aucune menace terroriste imminente ou autre (quoi qu'en dise New Delhi) ne vise particulièrement l'Inde et ses intérêts. Un ambassadeur européen en poste en Asie le dit plus clairement : « En dépit de tout complotisme, c'est bien les Etats-Unis qui ont décidé d'allumer tous les feux possibles contre la Chine qui ose leur résister commercialement. Le Cachemire est l'un d'eux ! ».



Des soldats de l'armée indienne à Jammu, dans l'Etat indien du Jammu-et-Cachemire



Dans sa logique d'agent immobilier, Donald Trump a pris la responsabilité de réveiller la question du Cachemire pour deux raisons principales : faire rendre gorge à Pékin dans la phase actuelle du bras de fer économico-monétaire et « surtout, endiguer, sinon casser l'irrésistible avancée des Routes de la soie et du Collier de perles… », ajoute notre ambassadeur.

Que s'est-il passé ? Annoncée le 5 août dernier par décret présidentiel, la révocation de l'article 370 de la constitution indienne met fin au « statut d'autonomie relative » qui prévalait au Jammu-et-Cachemire depuis sept décennies. Les habitants perdent leur droit exclusif à posséder des terres dans la vallée himalayenne. De plus, selon une loi ratifiée cette semaine par le parlement indien, l'Etat fédéré est scindé en deux « territoires de l'Union », placés sous administration directe de New Delhi.



Les Premiers ministre indien et israélien : le non-alignement de l'Inde a vécu. L'Inde a été le plus gros client d'armes d'Israël en 2017 et a dépensé 530 millions de livres sterling pour des batteries de défense antiaérienne, des systèmes radars et des munitions israéliennes, dont des missiles air-sol testés, pour la plupart, lors des frappes militaires israéliennes contre des populations palestiniennes et des cibles en Syrie. Photo DR.

Selon le Premier ministre Narendra Damodardas Modi, ces mesures vont « donner une chance historique au changement… ». L'abrogation de l'article 370 devrait permettre à New Delhi, estime-t-il, d'assainir les comptes du Cachemire, de débloquer des projets d'infrastructures et d'encourager la croissance régionale. Le premier ministre affirme miser sur les investissements des entreprises et la création d'emplois pour dynamiser la région et susciter au sein de la population « de nouveaux espoirs et de nouvelles aspirations ».

L'opposition dénonce un « projet nationaliste » qui vise « une assimilation forcée du Cachemire au reste de l'Inde, et qui ne pouvait se faire qu'avec l'abolition de l'article 370 ».

Cachemire, conflit oublié

Le Cachemire est une région montagneuse du sous-continent indien. Depuis la partition des Indes et la disparition de l'État princier du Jammu-et-Cachemire, le Cachemire désigne l'ensemble d'un territoire contesté. Avec le déclenchement de la première guerre indo-pakistanaise en 1947, le Cachemire est de facto partagé entre l'Inde, le Pakistan et la Chine : Trois autorités distinctes qui administrent l'État du Jammu-et-Cachemire pour l'Inde, les territoires de l'Azad Cachemire et du Gilgit-Baltistan pour le Pakistan, ainsi que la région de l'Aksai Chin et la vallée de Shaksgam pour la Chine. L'Inde continue de réclamer l'intégralité du Cachemire historique, à savoir l'Aksai Chin, la vallée de Shaksgam, le Gilgit-Baltistan et l'Azad Cachemire en plus des territoires qu'elle contrôle déjà.

Puissance nucléaire comme l'Inde, le Pakistan revendique la partie du Jammu-et-Cachemire contrôlé par l'Inde. La Chine contrôle les territoires qui lui ont été cédés par le Pakistan, à savoir l'Aksai Chin et la vallée de Shaksgam. Des mouvements séparatistes continuent par ailleurs à revendiquer le rétablissement de l'indépendance du Cachemire. Depuis 1989 y sévit une insurrection séparatiste dans la partie indienne qui a causé la mort de plus de 70 000 personnes.

Aujourd'hui, les 8 millions d'habitants de la vallée indienne du Cachemire sont coupés du monde. Depuis dimanche dernier, tous les moyens de communication sont bloqués et le couvre-feu a été instauré. Avec quelques 40 000 soldats supplémentaires envoyés pour prévenir toute espèce de contestation, la vallée est l'une des zones les plus militarisées du monde.

Cette brusque décision indienne relance la tension, sinon la guerre avec le Pakistan et indispose fortement la Chine qui s'appuie dans sa visée hégémonique sur Islamabad, son allié principal.

Comme dans le cas de la guerre asymétrique du golfe Persique, menée contre l'Iran, cette nouvelle crise complexe doit être replacée dans un ensemble de cinq problématiques complémentaires : 1) un bras de fer commercial et monétaire qui est aussi maritime ; 2) le conflit ouvert avec l'Iran ; 3) les difficiles et humiliantes négociations pour la paix en Afghanistan ; 4) une nouvelle crise des missiles ; 5) et enfin, l'endiguement des Routes de la soie et du Collier de perles. Voyons cela…

1) Guerre des monnaies et des bateaux

Le bras de fer commercial qui oppose Washington et Pékin depuis plusieurs mois prend chaque jour une tournure plus préoccupante. Désormais, il s'est déplacé sur le terrain monétaire depuis la dévaluation surprise du yuan, lundi dernier par Pékin en représailles à la décision de Donald Trump de taxer davantage les produits chinois. Le Trésor américain – qui ne s'embarrasse pas du respect des souverainetés nationales – a aussitôt accusé la Chine de « manipuler » le yuan… Mardi passé, la décision de Pékin de suspendre ses achats de produits agricoles américains a encore aggravé la crise. Celle-ci pourrait contaminer d'autres dossiers, tant les deux économies sont imbriquées depuis l'accession de la Chine à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) en 2001. A l'époque, les Etats-Unis n'avaient pas prévu que la Chine utiliserait tous les avantages du libre-échange, sans en accorder aucun à ses partenaires commerciaux occidentaux qui cherchaient pourtant à s'implanter chez elle.

A quelques mois des présidentielles américaines, Donald Trump paraît résolu à placer cette guerre commerciale au cœur de la campagne pour sa réélection. « Donald Trump applique à la Chine et à son 'ami' Xi Jinping deux lois », explique l'historien François Godement, « celle de l'imprévisibilité, parce que la diplomatie chinoise a tout fait pour enserrer ses partenaires dans un système de relations intangibles où elle faisait très peu de concessions ; or l'incertitude gêne les dirigeants chinois et pénalise les investissements en Chine. Et celle d'une concurrence frontale qui lui est suggérée par un entourage stratégique, certains diront de Faucons » (1).

Hormis une concurrence acharnée entre Pékin et Washington pour le contrôle des hydrocarbures et des terres rares, entre autres indispensables à l'industrie de pointe électronique, le dossier Huawei oppose les deux pays dans le secteur de la téléphonie 5-G où tous les coups semblent permis. Mais c'est sur les questions stratégiques que les choses s'enveniment. Et c'est là que le dossier du Cachemire prend toute son importance.

Le plus vieux contentieux concerne Taïwan. Revendiquée par Pékin depuis 70 ans, Taïwan demeure l'un des points potentiellement les plus critiques de la planète. Xi Jinping a réaffirmé en janvier dernier qu'il utiliserait s'il le faut la force militaire pour prendre l'île peuplée de 23 millions d'habitants. Chaque année, le Congrès américain publie son rapport sur les violations des droits de l'homme en Chine, Pékin répliquant par la production de son propre rapport sur les Etats-Unis.

2) Pékin et Islamabad appuient l'Iran

Enfin, aux guerres du commerce et des monnaies s'en ajoute une autre tout aussi vitale : celle des bateaux de guerre. En peu de temps, la Chine s'est dotée d'une marine militaire considérable, du moins en tonnage. En quatre ans, elle a mis à l'eau l'équivalent de la Marine nationale française, s'imposant comme le grand rival stratégique des Etats-Unis en Asie-Pacifique. En dépit de l'ONU et du droit maritime international, Pékin prétend s'affirmer comme souverain sur la totalité de la mer de Chine méridionale, s'opposant régulièrement à la liberté de navigation des autres marines hauturières. Depuis l'ouverture de sa première base militaire à l'étranger en juin 2017 – à Djibouti -, Pékin prétend s'imposer comme l'une des marines dominantes dans l'océan Indien où se font face aussi celles de deux autres puissances nucléaires : le Pakistan et l'Inde.

Un autre théâtre d'affrontement central entre les Etats-Unis et la Chine concerne l'Iran. Depuis le 2 mai, Washington interdit unilatéralement les exportations de brut iranien. Ce nouvel embargo américain fait suite à une autre décision tout aussi illégale selon le droit international : la dénonciation par Donald Trump de l'accord sur le nucléaire iranien, signé le 14 juillet 2015 à Vienne après plus de quinze ans d'âpres négociations entre Téhéran et le « format 5 plus un », les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et l'Allemagne. Dénoncée en Asie, comme en Europe, ce diktat, qui généralise l'extra-territorialité du droit américain, expose les contrevenants à de lourdes sanctions financières et commerciales américaines.

Pas question pour Xi Jinping de se plier à ce diktat américain, qui handicape les économies de plusieurs pays asiatiques clients de Pékin, au premier rang desquels le Pakistan. Mais plutôt qu'une résistance frontale, Pékin et Téhéran paraissent avoir opté pour un contournement indirect dans lequel Islamabad joue – justement – un grand rôle. En effet, les ports pakistanais constituent autant de points d'accostages relais pour les pétroliers qui violent l'embargo américain.

Sujet d'agacement permanent pour Washington, ce « laxisme maritime » a encouragé le Pentagone à aider New Delhi afin de mettre en chantier quatre porte-avions qui doivent être déployés dans l'océan Indien et tout particulièrement au large des côtes et des ports pakistanais. « Dans cette logique, le brusque réveil de l'affaire du Cachemire est très ouvertement une façon d'affaiblir le Pakistan », explique un attaché militaire européen dans l'océan Indien, « et c'est aussi un argument supplémentaire pour justifier des transferts de technologie militaires américains et israéliens en faveur de l'Inde. Partiellement contestés par le Congrès, ces transferts sont désormais présentés comme une 'nécessité' dans la perspective d'un durcissement, sinon d'une nouvelle confrontation à venir avec le Pakistan ».

3) La paix en Afghanistan passe par Islamabad

Au contentieux iranien viennent s'ajouter la gestion d'autres crises mettant en concurrence Washington et Pékin : la Corée du Nord où rien n'est résolu en dépit de la diplomatie médiatique de Donald Trump et Hong Kong où la CIA vient de se faire prendre les mains dans le pot de confiture… Selon le New York Times du 8 août dernier2, une agente de la centrale d'espionnage – « spécialisée en subversion » – s'est fait prendre en photo dans le lobby d'un grand hôtel de Hong Kong alors qu'elle participait à une réunion rassemblant les principaux responsables du mouvement de contestation anti-Pékin. A l'évidence, Washington renoue à Hong Kong (comme elle le fait depuis des années au Tibet et chez les Ouïghours du Xinjiang) avec ses coups tordus des « révolutions de couleur », fomentées en leur temps en Géorgie, en Ukraine et au Liban notamment. « Par extension », ajoute un attaché militaire européen en Asie, « on ne voit pas pourquoi les Américains n'emploieraient pas aussi leurs vieilles méthodes des révolutions de couleur au Cachemire justement… dont la situation conditionne aussi les difficiles pourparlers de paix en Afghanistan ».

Engagées en septembre 2018 à Doha entre le principal mouvement insurgé en Afghanistan et les Etats-Unis (sans le gouvernement afghan), les dernières négociations ont enregistré d'indéniables progrès. Fiasco américain absolu, l'Afghanistan représente pour Washington une sorte de deuxième Vietnam. Les Etats-Unis y ont engouffré des milliards de dollars et perdu de nombreux soldats. Quel échec ! Indescriptible échec de voir ainsi les Taliban – qui interdisent l'école aux petites filles notamment – revenir au pouvoir avec l'aval de l'administration Trump. Raison électorale oblige, celle-ci veut absolument voir les soldats américains « en uniforme » quitter le pays d'ici la fin 2020. Mais comme toujours, le diable se niche toujours dans des détails. En effet, subsiste un désaccord important dans lequel le Pakistan – encore lui – conserve un rôle prépondérant : en Afghanistan, Washington veut conserver un certain nombre de conseillers militaires affecté à l'entretien d'une

suite à la page(15)

La mémoire au service des luttes : Berthold Brecht

Par FUIQP et Alain Saint-Victor

Il y a 63 ans, le 14 août 1956, le dramaturge et metteur en scène Berthold Brecht décédait.

Né le 10 février 1898 à Augsbourg (Allemagne) dans une famille aisée, Brecht entreprend des études de médecines qui sont interrompues par sa mobilisation dans l'armée allemande lors de la Première Guerre mondiale. gé de 20 ans, il participe à la dernière année de la guerre en tant qu'infirmier.

C'est l'horreur de cette guerre qui le pousse à l'engagement politique. Il écrit à cette période de nombreux textes et chansons pacifistes et rompt avec sa famille qui ne tolère pas ces prises de position.

En 1918, il écrit sa première pièce, Baal, marquée par un style libertaire et lyrique qu'il abandonnera par a suite.

De 1919 à 1930, Brecht compose des pièces de théâtre et des opéras. Dans l'un de ces derniers, *Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny*, il met l'accent sur la fonction idéologique de l'opéra qui, selon lui, doit s'ouvrir à la discussion et à la critique sociale. Cet opéra est en fait une véritable métaphore du capitalisme, montrant comment ce système peut s'imposer et s'autodétruire.

En 1930 des groupes de nazis empêchent par la force les représentations des pièces de Brecht. Ils interviennent violemment au cours du spectacle et menacent de mort les comédiens qui acceptent de jouer ses pièces.

En 1933, l'arrivée au pouvoir des nazis contraint Brecht à quitter l'Allemagne. Ses livres sont interdits et brulés lors de l'autodafé d'ouvrages « décadents », le 10 mai 1933.

En 1935, il est déchu de sa nationalité allemande.

Brecht, devenu marxiste, s'engage entièrement dans le combat antinazi. Il participe au « Congrès international des écrivains pour la défense de la culture » en 1935. Il lance la revue Das Wort en 1936 dont l'objectif est d'unir les intellectuels antifascistes. Ses œuvres font de lui un ennemi à abattre pour les nazis, ce qui l'oblige à changer de pays de résidence de nombreuses fois.

En 1941 il se réfugie aux États-Unis, dont il sera chassé en 1947 par le maccarthysme du fait de son engagement marxiste. Au moment de la fondation de la RDA (République Démocratique Allemande), il s'y installe. Il y meurt d'un infarctus en 1956 après avoir dirigé un théâtre et formé une nouvelle génération d'artistes.



Pour Brecht l'œuvre théâtrale n'est pas le résultat du travail d'un artiste mais de l'action d'un sujet collectif composé de tous ceux qui y participent. Pour lui, l'art est un outil de conscientisation et de lutte qui doit en conséquence refléter les débats et contradictions qui caractérisent la société.

Il revendique également l'aspect didactique de l'œuvre théâtrale d'où l'utilisation de techniques spécifiques : usage de panneaux avec des maximes, apartés en direction du public pour commenter la pièce, intermèdes chantés, etc. L'objectif de ces techniques est ce que Brecht appelle la « distanciation », qui consiste à empêcher le spectateur d'avoir un rôle passif et de l'inciter à la réflexion et au jugement.

Voici quelques citations qui suffisent à donner une idée de l'œuvre de Brecht qui reste d'une grande actualité :

- « J'apprends que le gouvernement estime que le peuple a « trahi la confiance du régime » et « devra travailler dur pour regagner la confiance des autorités ». Dans ce cas, ne serait-il pas plus simple pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre? »

- « Nos défaites d'aujourd'hui ne prouvent rien, si ce n'est que nous sommes trop peu dans la lutte contre l'infamie, et de ceux qui nous regardent en spectateurs, nous attendons au moins qu'ils aient honte. »

- « La provocation est une façon de remettre la réalité sur ses pieds. »

Repose en paix frère et camarade. C'est de ce type d'artistes dont nous avons besoin encore aujourd'hui.

Texte FUIQP et Alain Saint-Victor

Jacques Roumain, soixante-quinze ans plus tard

En ce 75è anniversaire de la mort de notre grand Jacques Roumain, communiste, écrivain haïtien à portée universelle, il nous paraît importun de reproduire son texte, **La poésie comme arme,** *lapidaire, combien vrai et pertinent, concernant le positionnement du poète, mais aussi, par ricochet, des intellectuels, écrivains, artistes, en regard des* « contradictions et [les] antagonismes de la structure politico-économique d'une société, à un moment déterminé de l'histoire ». *Le poète, l'écrivain doit être* «la conscience réfléchie de son époque. » *A ce carrefour crucial de notre histoire de peuple opprimé, meurtri par l'impérialisme et ses laquais locaux, l'intellectuel doit se positionner clairement : sa plume, sa production doit* « être une arme de première ligne au service de son peuple. » Gardons vivante la mémoire de Jacques Roumain. [La Rédaction]

La poésie comme arme *

Une enquête sur le destin de la poésie est assez nécessaire. La poésie fait partie de ce système idéologique dont les multiples reflets, qu'il s'agisse de psychologie, d'art, de morale, de philosophie ou de toute autre manifestation de l'esprit, présentent une réalité historique concrète.

La poésie n'est pas une spéculation idéaliste, un enchantement magique vu qu'elle reflète ce qu'en langage commun on appelle une époque, c'est-à-dire la complexité dialectique des relations sociales, les contradictions et les antagonismes de la structure politico-économique d'une société, à un moment déterminé de l'histoire. Une telle condition en fait un témoignage et un élément d'analyse de cette société.

Un titre ambitieux pour cet essai eût été celui-ci : « De Mallarmé à Mayakovsky. » Le cas du grand poète français et du génial poète révolutionnaire russe illustre, selon moi, ce que j'essaie de démontrer, et lui donne un singulier relief.

Mallarmé apparaît à une époque où la fortune progressiste du capitalisme a déjà atteint son point mort. La société bourgeoise entre dans sa phase déclinante et à la destruction des forces productives elle ajoute la négation des valeurs culturelles. *« Je m'enfuis et cherche mon refuge aux carrefours où l'on tourne le dos à la vie… »* chante Mallarmé. Et lui facilite la fuite, la construction solitaire d'une poétique étrange, l'exquise alchimie du langage et une sorte de fanatisme de sons purs.

Mais cette réinvention du langage n'est pas une pure recherche esthétique: on y trouve aussi une tentative délibérée de nier le commun en se refusant à le comprendre.

Le langage n'est pas étranger à la lutte des classes. Par exemple, le développement des forces sociales peut être facilement suivi depuis le XVIIe siècle jusqu'à la Révolution française à travers l'étude, dans la poétique, des périphrases stéréotypées qui avaient pour but de fuir le vulgaire, le plébéien, le populaire et par l'exclusion ou l'inclusion de certains mots qui montraient clairement le mouvement des classes dirigeantes. Observée sous cet angle, **la poésie de Mallarmé est l'une de plus réactionnaires qui se connaisse.**

Paul Valéry a exposé avec netteté l'attitude du poète qui s'isole du peuple et y trouve le motif d'un orgueil démesuré : *« Il ne déplait pas à la minorité, dit-il, d'être la minorité. »* Et l'une de ses trouvailles les plus heureuses se manifeste dans ces réflexions sur Mallarmé, le moins primitif des poètes, qui, *« par l'accouplement insolite, étrangement sonore et comme stupéfiant des mots, par la splendeur musicale des vers et leur singulière plénitude donne l'impression de ce qu'il y a de plus puissant dans la poésie originale : la formule magique. »*



Soixante-quinze ans plus tard, les propos de Jacques Roumain sont plus que jamais pertinents : « .Il faut en finir, avant tout, avec le mythe de la liberté du poète. Loin d'être, comme le prétend Valéry, un homme très ancien, le poète est surtout un contemporain, la conscience réfléchie de son époque... son art doit être une arme de première ligne au service de son peuple. »

Si toutes les ressources de l'intelligence, l'alliance de la syntaxe avec la pensée la plus raffinée et la recherche désespérée de la pure expression poétique doivent conduire à la *« synthèse de l'enchantement »* primitif, c'est avouer une défaite.

Autour d'un tel étendard s'entrelacent le phénomène exposé, l'intuitionnisme et l'impulsion vitale d'un Bergson : l'expression négative de la raison par la société bourgeoise en composition. C'est comme si l'exploration des formes les plus élaborées de l'art musical nous transportait par une sorte de paléontologie à rebours, d'une fugue de Bach au thème archaïque du tambour primitif.

Il y a cependant un point qui distingue essentiellement la position de Mallarmé de celle des poètes et écrivains qui sont aujourd'hui les architectes de la pensée irréelle: Mallarmé en son temps, était exclu et ridiculisé par ce que l'on peut appeler la bonne société littéraire, c'est-à-dire l'académie, la critique bourgeoise, les piliers intellectuels du capitalisme, tandis que, aujourd'hui, ceux-ci accueillent les bras ouverts, les protagonistes de l'irrationnel et les derviches du spiritualisme.

C'est que, dans l'interrègne, le monde est arrivé à une croisée des chemins historiques. Les forces du capitalisme et du socialisme s'affrontent dans une lutte décisive.

A la veille d'une transformation historique fondamentale, la vieille société qui s'effondre trouve dans les constructions idéalistes la soumission aux idoles métaphysiques, le retour aux forces obscures de la mystique, les armes idéologiques de la contre-révolution.

Il faut examiner avec l'attention scientifique de l'entomologiste, les individus qui inventent des prétextes moraux pour entrer, par la porte de la cuisine, dans le camp des ennemis du peuple. C'est alors qu'on découvre le lamentable insecte petit bourgeois paralysé par l'angoisse abjecte, qui se réfugie dans la chrysalide de la poésie pure ou de la liberté de l'esprit, parce que le mouvement inexorable de l'histoire menace les intérêts de classe de ses patrons qui ont porté la production mentale au niveau d'un article

suite à la page(15)

Algérie : «Nous ne nous arrêterons pas»

Par Farouk Djouadi

Des dizaines de milliers de personnes ont marché, aujourd'hui à Alger, malgré la chaleur accablante du mois d'août. Les manifestants insistent sur le départ de tous les symboles du régime et réitèrent leur rejet du dialogue et des élections organisés par le pouvoir en place.

L'ambiance contestataire s'est installée dès la matinée. A 11h00, des centaines de personnes entament la manifestation au centre de la capitale en annonçant: «la désobéissance civile commencera en septembre». La marche, la véritable, a commencé après la prière du vendredi lorsque les processions de manifestants, hommes et femmes, parfois accompagnés de leurs enfants, ont commencé à converger vers le centre de la ville. Outre les slogans habituels, «Etat civil, pas militaire», «Irhalou (partez)!» (...), les marcheurs ont fustigé les clients du pouvoir en place. «Esclaves, où êtes-vous?», «Pas de sieste, idiote! , ont lancé des milliers de manifestants à la rue Hassiba Benbouali, vers 14h30.

Une heure plus tard, une foule imposante occupe les alentours de la Grande poste et de la FAC centrale (université) en faisant vibrer la cité avec les cris «Pas de dialogue, pas d'élections avec les gangs», et «relâchez nos enfants (détenus d'opinion)». A un moment, les cris de «pouvoir assassin» fusent de partout lorsque des policiers interpellent un manifestant pour des raisons inconnues.

Les portraits du moudjahid Lakhdar Bouregaâ et ceux des jeunes détenus pour port du drapeau amazigh étaient présents en force au cœur de la foule. Comme de coutume, les marcheurs ont réservé une bonne partie de leurs chants virulents au chef d'état-major de l'armée, Ahmed Gaid Salah et à Karim Younes, coordinateurs du panel de dialogue ainsi qu'aux médias et les partis FLN et RND.

Si les partisans de «Algérie libre et démocratique» restent largement majoritaires, la manifestation de ce 26e vendredi a vu la présence de dizaines de personnes qui ont réclamé à haute voix «un Etat islamique».

Les manifestants ont adressé des messages politiques au pouvoir et à la population. «Non à la gestion de la République depuis une caserne», «Arrêtez votre mépris, rendez-nous l'Algérie!», «Il faut lutter, s'organiser et s'unir», «L'armée pour protéger le pays, pas pour faire de la politique» ou encore «Manifester chaque vendredi est un devoir national», liton sur les pancartes.

Il faut dire enfin qu'en dépit de la baisse du nombre de manifestants, à cause de cette période des vacances, la révolution pacifique algérienne semble avoir gagné, au fil des semaines, en maturité. Des espaces de débats entre les différentes sensibilités sont organisés en marge de la manifestation [1], au moment où des secouristes et de jeunes bénévoles veillent sur la sécurité des manifestants et la propreté des lieux.

——



Notes

[1] «Initiatives politiques face à l'intransigeance du pouvoir»

Dès le début de ce mouvement révolutionnaire réclamant un changement radical du système politique, des forces politiques, des organisations de la société civile, des acteurs du mouvement associatif et des personnalités nationales ont pris leurs responsabilités en suggérant des «plans» de sortie de crise. Au fil des semaines, les forces agissantes de la société franchissent le pas.

Un dialogue entre les différentes organisations ayant présenté des plans de sortie de crise a été engagé et a bien abouti à une conférence nationale de la société civile tenue le 15 juin dernier. Une conférence regroupant plus de 70 organisations, syndicats et associations issus des trois dynamiques ayant émergé de la société civile, à savoir le Collectif de la société civile pour une transition démocratique, la Confédération des syndicats autonomes, le Forum civil pour le changement.

Ces trois dynamiques, ayant chacune sa propre feuille de route, ont pu dépasser leurs divergences et trouver un compromis en adoptant une plateforme commune, visant ainsi à débloquer la situation politique et créer les conditions favorables à une sortie de crise.

Ces trois dynamiques de la société civile ont poursuivi les contacts avec les partis et les personnalités pour baliser le terrain à une conférence nationale politique élargie. Une première rencontre est d'ailleurs prévue samedi prochain à la Safex, à Alger.

Les forces démocratiques n'ont pas, non plus, manqué d'initiatives. Les partis appartenant à ce courant politique ont multiplié les propositions de sortie de crise, allant de l'instauration d'une instance présidentielle collégiale à l'institution, à terme, d'une Assemblée constituante. (Article publié le 15 août dans El Watan, sous la plume de Mokrane Ait Ouarabi)

El Watan 16 août 2019
A l'encontre 17 août 2019

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre Mme Vlidna BRUTUS à l'audience précité, pour le profit, déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de Mr Jean Providence Junior BEAUVAIS d'avec son épouse née Mme Vlidna BRUTUS pour injures graves et publiques aux torts de l'époux ; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat civil de la commune de Port de Paix , de transcrire sur les registres à ce destine le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens.
AINSI JUGE ET PRONONCE PAR NOUS, Me. Louis Marie Yves PERICLES juge en audience civile, ordinaire et publique du Mercredi 20 Février 2019, en présence de Me. Birtin VITAL, substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance Me Staline DELVARICE, greffier du siège.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précipitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce des époux Ersnt Cineas , la femme née Anette MONUMA pour injures graves et publiques aux torts de l'époux . Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ces destinés, le dispositif du présent jugement dont extrait sera inséré dans l'un des quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommage et intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Jhonny JEAN pour la signification de ce jugement; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, juge en audience civile et ordinaire et publique du mercredi dix-sept Juillet deux mille dix-neuf en présence de Me. Paul WESLEY, Substitut du Commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior SAUVENS THELEMAQUE, greffier du siège.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux de Première instance d'y tenir la main ; à tous les commandants et autres officiers de la Force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute le présent général est signé Juge et du greffier susdits
POUR EXPEDITION CONFORME COLLATIONNEE

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi se déclare compètent pour trancher le différent opposant la dame Andrea Halogène à la dame Saintilia NERILUS dite Lucienne ,accueille en la forme de la requérante , maintient le défaut octroyé et sollicité et accordé à l'audience du jeudi 20 septembre 2018, rétracter à la sentence au 26 janvier 2017 tout en ordonnant que ledit jugement devoir être considéré comme nul et non avenu à l'égard de la dame Andrea FILOGENE toute en conservant ses effets à l'égard des autres personnes ; dit que la portion de terre occupée par Andrea Filogène ne fait pas partir du procès existant entre les dames SAINTILIA NERILUS DITE LUCIENNE à la dame Andrea Elisme. Reconnait la faute de la citée. Reserve l'action en dommage intérêt à la requérante pour les préjudices subis, vu que son action entière opposition est retenue par le tribunal. Dit que la citée la dame Andrea Elisme est en faute et en conséquence la condamnée aux frais et dépens de l'instance liquide à la sommes de gourdes. Commet en fin l'huissier GERARD ETIENNE de ce siège, du tribunal de première instance pour la signification de la présente sentence.
AINSI JUGE ET PRONONCE PAR NOUS, Me. AUGUEL JEAN LOUIS juge en audience civile, ordinaire et publique du Mardi 28 MAI 2019 en 216eme de l'Independence avec l'assistance du greffier RENAULT LAPORTE.
Me AUGUEL JEAN LOUIS

MÈS POU ONORE PÈ JEAN MARIE VINCENT 28 OUT 1994-28 OUT 2019



Pou komemore 25yèm anivèsè sasinay Pè Jean Marie Vincent, kòdonatris Patizan Jezikri envite kominote ayisyen an ak zanmi l yo vin patisipe nan yon lanmès, jou mèkredi 28 out 2019 la 7tè tapan nan aswè : Legliz Holy Innocents ki nan East 17 kwen Beverly Rd nan Brooklyn.
Pou enfomasyon rele Gladys Timmer Phillpotts nan
(718) 791-4763 oubyen
(718) 469 0500

DÉCÈS

C'est avec regret que nous annonçons la mort de M. Ernest Gabriel, survenue le jeudi 15 aout 2019.
En cette pénible circonstance, nous présentons nos sincères condoléances à ses enfants : Frantz M Gabriel et famille, Ernest Gabriel Jr. et famille ;
A ses petits enfants : Mathieu, Nicholas, Makayla et Alex Gabriel ;
A ses frères et sœurs : Elena Gabriel Paret et famille, Ostende Gabriel Marsh et famille, Roland Gabriel et famille, Guylaine Gabriel Crawford et famille, Marlène Sanon et son époux Emanuel Sanon et famille, Frantz Gabriel et son épouse Florence Louis Gabriel et famille, Michaelle Gabriel ;
A ses neveux et nièces : Marie Chantal Pare Manhart et famille, Sabrina Pare et famille, Jean-Sébastien Pare et famille, Philip Marsh, Marie Claude Marsh, Luke Gabriel et famille, Martin Crawford et famille, Laurent Crawford et famille, Melissa Gabriel, Francesca Gabriel, Frederick Marsh, Luke Gabriel, Fabrice Sanon et famille, Frederick Sanon, Nadine Sanon, et Karine Sanon et famille.
Aux familles Juste, Gabriel-Augustin, Girault-Nelson, Gloria Bornstein, Gertha Geffrard Gabriel et famille, Petit-Homme, Laventure Gabriel et famille, Louis et famille, Dorgerville et famille et la faille St Vil. ;
A la reverante Judith Dupuy et sa sœur Yvrose Dupuy
A ses frère à la Lodge de Golgotha, nous présentons nos sympathies,.
L'exposition se fera le vendredi 23 aout au parloir funèbre Gérard J. Neufeld Inc. 88-04 43rd Avenue, Elmhurst, NY
Les funérailles du très regretté M Ernst Gabriel, seront chantées le samedi 24 out à 8 :00 du matin en l'Eglise St James Episcopal Church, 84-07 Broadway, Elmhurst, NY 11373.
Pour information, sonnez le 718 424-4300
Paix à sa âme

Suite de la page (13)

de magasin

Il faut en finir, avant tout, avec le mythe de la liberté du poète. Loin d'être, comme le prétend Valéry, *un homme très ancien*, le poète est surtout un contemporain, la conscience réfléchie de son époque.

Si sa pensée n'est pas action, le poète n'est pas libre. Il ne l'est pas s'il ne s'astreint à la nécessité impérieuse de choisir. De choisir entre Garcia Lorca et Franco, entre Hitler et Thaelman, entre la Paix et la Guerre, entre la Démocratie Socialiste et le Fascisme. Sa prétendue liberté s'achève dans ce qu'on pourrait appeler le complexe de Ponce Pilate, qui couvre tous les artifices de la lâcheté, du renégat. Le poète est à la fois témoin et acteur du drame historique. Il y est enrôlé avec sa pleine responsabilité. Et particulièrement dans notre temps, son art doit être une arme de première ligne au service de son peuple.

Je sais que beaucoup s'indigneront de ce qu'une telle mission soit assignée au poète. Parce que, pour eux, le poète appartient aux sphères transcendantes de l'instinct et, tandis que se joue le destin des hommes dans une formidable convulsion historique, il peut, retiré dans la propriété privée de sa solitude spirituelle, continuer à donner à la poésie le sens d'une chansonnette qui se balance entre les pôles traditionnels de l'érotisme et du rêve.

La nécessité humaine est la loi morale de l'esprit. L'une des choses qui me paraissent les plus admirables dans l'œuvre de Lénine, c'est que l'auteur du Matérialisme et du Criticisme empirique, cet esprit encyclopédique, ce géant de la pensée, écrivit un pamphlet réclamant de l'eau bouillie pour le thé des ouvriers des tissages de Schlusselburg. Et Mayakovsky obéissait à la vraie mission révolutionnaire du poète lorsqu'il mettait son art au service de la lutte contre le typhus.

L'art du poète d'aujourd'hui doit être une arme semblable à un tract, un pamphlet ou un placard. Si au contenu de classe du poème nous pouvons allier la beauté de la forme, si nous savons apprendre les leçons de Mayakovsky, nous pourrons créer une grande poésie humaine et révolutionnaire digne des valeurs de l'esprit que nous avons la volonté de défendre.

Jacques Roumain

*Texte paru dans les Cahiers d'Haïti, 9 novembre 1944.

Suite de la page (11)

vandalisme comme «un acte de désespoir après des années de frustration». Je n'ai pas encore vu ce journal appliquer cette logique aux manifestants de « Black Lives Matters » aux États-Unis.

Là se trouve la question de fond : Hong Kong est chinoise; ce n'est pas un pays indépendant. Toute tentative d'indépendance indispose les Chinois du continent, et pas seulement le gouvernement de Pékin. Contrairement à l'impression laissée par les grands médias, l'opinion de Hong Kong est divisée sur le droit de l'extradition. Le 30 juin, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées pour manifester en faveur du projet de loi sur l'extradition et en soutien au gouvernement de Hong Kong. Les législateurs disent avoir recueilli 700 000 signatures vérifiées sur une pétition soutenant le projet de loi.

Pour le moment, toutefois, l'élan est avec les forces antigouvernementales. La directrice générale de Hong Kong, Carrie Lam, a suspendu le projet de loi et l'a déclaré «mort» le 9 juillet. Les critiques disent que cela ne suffit pas. Ils veulent qu'elle retire complètement la législation et démissionne. Les manifestations vont donc probablement continuer. La Chine et Hong Kong s'efforceront pendant de nombreuses années de déterminer exactement ce que «un pays, deux systèmes» signifie réellement.

Reese Erlich 12 juillet 2019
Comaguer 17 Août 2019

Suite de la page (12)

« force afghane anti-terroriste ».

Poussé par Islamabad, le porte-parole de la délégation taliban à Doha, Suhail Shaheen l'a répété jeudi dernier à la BBC : « nous avons fourni toutes les garanties que personne ne pourrait utiliser notre territoire pour s'en prendre aux intérêts américains, ses alliés ou toute autre nation ». De telles déclarations ne suffisent toutefois pas à rassurer les experts du Pentagone qui savent mieux que quiconque comment et pourquoi les services spéciaux pakistanais (ISI/services extérieurs de l'armée pakistanise et IRIB/services intérieurs) n'ont cessé, ces dernières années, de soutenir les mouvements et attentats jihadistes3, notamment au… Cachemire !

4) Les missiles de la discorde

La diplomatie chinoise a vertement critiqué, sans jamais le nommer, le nouveau chef du Pentagone – Mark Esper – qui s'est prononcé, samedi dernier pour le déploiement « le plus tôt possible » de nouveaux missiles américains en Asie. « La Chine ne restera pas les bras croisés et sera dans l'obligation de prendre des mesures de rétorsion » a, aussitôt averti le Directeur général du département du contrôle des armements du ministère des Affaires étrangères Fu Cong. Sans préciser quelles mesures Pékin pourrait adopter, il a répété que « toutes les options sont sur la table pour faire face à ce qui ressemble à la crise des missiles de Cuba pendant la Guerre froide ». Ambiance !

Le haut responsable chinois a appelé les pays de la région, notamment l'Australie « à faire preuve de prudence et à ne pas permettre un déploiement de missiles américains sur leur sol, car cela n'entrerait pas dans l'intérêt de leur défense et sécurité nationales ». Plusieurs sources de prochetmoyen-orient.ch estiment que le Pentagone s'apprête à positionner ses nouveaux missiles sur l'île de Guam dans l'océan Pacifique. Fu Cong a clairement averti que cette décision équivaudrait à « installer des armes de destruction massive aux portes de la Chine. Un tel acte sera perçu comme un geste provocateur de la part des Etats-Unis, un acte très dangereux qui pourrait être lourd de conséquences ».

Cet avertissement intervient quatre jours après que les Etats-Unis se sont retirés du Traité de désarmement (FNI) conclu pendant la Guerre froide entre Washington et Moscou pour interdire les missiles de portée intermédiaire (de 500 à 5 500 kilomètres). Washington est désormais en mesure de concurrencer la Chine, qui dispose aussi de cet arsenal – ayant toujours refusé de s'associer à son interdiction. Fu Cong a aussi affirmé que Pékin ne participerait pas à des négociations trilatérales sur la réduction des armements avec la Russie et les Etats-Unis, comme l'exige Washington !

En arrière-plan, cette autre « guerre des missiles » concerne les arsenaux iranien et syrien, ce type de projectiles équipant les unités combattantes du Hezbollah libanais.

5) endiguer les routes de la soie

En attisant la question du Cachemire, les Etats-Unis enfoncent un nouveau coin dans l'une des étapes maritimes des Routes de la soie. En 2013, Xi Jinping annonçait un projet d'ampleur : la reconstitution de l'historique Route de la Soie qui reliait – il y a deux millénaires – l'Europe et l'Asie par un réseau de routes commerciales. Sous le nom de « Nouvelles Routes de la Soie », ou projet « One Belt, One Road » (OBOR), la Chine vise aujourd'hui à reconnecter économiquement l'Asie à l'Europe par le développement d'infrastructures à travers près de 70 pays. Au-delà du discours bienveillant de Pékin, cette stratégie affirme une volonté expansionniste principalement définie par quatre objectifs. Premièrement, ces nouvelles routes permettent de désenclaver les régions continentales chinoises. Si la face maritime orientale est économiquement bien exploitée, la Chine de l'ouest se trouve encore enclavée. Deuxièmement, il s'agit de sécuriser la région instable du Xinjiang, confrontée aux revendications séparatistes des Ouïghours. Troisièmement, la Chine s'impose comme la puissance dominatrice du continent asiatique, en « endiguant » par l'économie ses principaux concurrents régionaux, notamment l'Inde et la Russie. Enfin, les routes vers l'Europe ne remplissent pas le simple rôle de voies de communication puisqu'elles permettent à Pékin d'investir des terres riches en ressources naturelles.

Dans ce contexte d'expansion du projet « One Belt, One Road », la Chine a conclu en 2013 un accord spécial avec le Pakistan pour le développement d'un partenariat au sein du « China-Pakistan Economic Corridor » (CPEC). Les investissements engagés atteindraient aujourd'hui environ les 65 milliards de dollars. Prenant sa source à Kashgar, dans le Xinjiang chinois, ce corridor traverse le Cachemire et descend jusqu'à la côte pakistanaise en passant par Islamabad.

Au sud, le projet débouche sur deux ports : Karachi à l'est mais surtout Gwadar à l'ouest. Le port de Gwadar constitue un emplacement éminemment stratégique pour la Chine et son allié pakistanais. Il est stratégique en tant que tel : situé en eaux profondes, Gwadar est en mesure d'accueillir des navires de grandes tailles. Mais il ouvre également la mer d'Arabie à la Chine. Pékin se donne ainsi l'accès aux côtes africaines et se positionne dans une zone où transite un cinquième des ressources pétrolières mondiales.

Parallèlement, l'accès au détroit d'Ormuz, au canal de Suez et in fine au pourtour méditerranéen en est aussi favorisé. La portée stratégique du port pakistanais est par conséquent considérable pour Pékin.

Et pendant ce temps…

Oui pendant ce temps, Donald Trump annonce aussi le renforcement des sanctions visant à empêcher toute transaction avec le Venezuela et Cuba. De son côté, Tel-Aviv autorise la construction de plus de 2 300 logements dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée. C'est devenu une loi de thermodynamique : Israël donne toujours un coup d'accélérateur à la colonisation en Palestine lors de chaque grande crise internationale, croyant que ses violations du droit passeront inaperçues…

A ce propos, il convient de citer un article publié fin février par Robert Fisk dans The Independent. Il suggérait que les tentatives d'Israël de vendre des armes à l'Inde visaient à recréer la situation des Rohingyas birmans au Cachemire, région majoritairement peuplée de musulmans et située à la frontière indo-pakistanaise.

Et l'auteur d'ajouter : « Depuis des mois, Israël prend parti pour le gouvernement nationaliste indien BJP dans une coalition tacite – et politiquement dangereuse – de « lutte anti-islamiste ». Il s'agit d'une alliance non officielle et non reconnue, tandis que l'Inde est devenue le plus grand marché de l'armement pour le commerce d'armes israéliennes. »

Ce n'était donc pas un hasard si la presse indienne vient de déclarer que les « bombes intelligentes » Rafael Spice-2000, de fabrication israélienne, étaient utilisées par les forces aériennes indiennes pour attaquer les « terroristes » de Jaish-e-Mohammed au Pakistan. L'Inde était le plus gros client d'armes d'Israël en 2017 et a dépensé 530 millions de livres sterling pour des batteries de défense antiaérienne, des systèmes radars et des munitions israéliennes, dont des missiles air-sol testés, pour la plupart, lors des frappes militaires israéliennes contre des populations palestiniennes et des cibles en Syrie.

En définitive, « la brusque décision indienne concernant le Cachemire consiste à créer un nouveau théâtre de guerre asymétrique à l'encontre de l'Empire du milieu et de ses alliés au premier rang desquels le Pakistan qui est une pièce majeure de la politique chinoise des Routes de la soie et du Collier de perles », conclut l'ambassadeur dont les propos ouvrent notre article.

Cette nouvelle péripétie régionale illustre le renversement que Michel Foucault fait subir à la formule de Clausewitz. Ce n'est pas la guerre qui est la continuation de la politique par d'autres moyens, mais bien la politique qui est la continuation de la guerre par d'autres moyens. Omniprésent dans les relations internationales, ce renversement ne prend pas de vacances…

Notes

1… Le Figaro, 8 août 2019.

2… New York Times, 8 août 2019 : « Théorie de la Chine : ingérences secrètes américaines ».

3… Lire le livre de René Naba : Le Pakistan face au défi du monde post-occidental et de l'Eurasie. Editions Golias, mars 2019 ; chroniqué dans le numéro 242 de prochetmoyen-orient.ch, 5 août 2019.

Proche&Moyen-Orient.ch
Observatoire Géostratégique
12 août 2019
Comité Valmy 12 août 2019

Suite de la page (9)

From Jean, a young man:

"I want to see more follow-up from this human rights delegation because what's going on in Lasalin right now is something that needs to stop, because what's going on here in Lasalin is political. It's really orchestrated by the actual government that pays these guys to perpetrate all of these violations….And now they have all kinds of systems to torture people, like the burning of people. They would set the person on fire while alive. This has really traumatized the whole community. All of this is being orchestrated by a department delegate named Pierrot who is under the PHTK [and] who wanted to become a mayor under the party but couldn't elected…. [so] he assigned guys like Junior who used to live in the community but who was kicked out because of his involvement in sexual abuse…. All the people who participate in the massacre, they have pictures."

Jean further explained to us that community members are also demanding that Bout Jan Jan, a leader of the community who provided protection be freed. "Martine Moïse, the wife of President Jovenel Moïse, tried to bribe Bout Janan so that he would discourage people to protest against the government. Bout Janjan did not do this. Consequently, he was arrested. While he was arrested, the opportunity was created for Chabon—armed with weapons from the government—to attack the community."

Another young man showed us a photo of his brother who had been killed, knifed to death, and then had his naked body put out on display.

The Conditions of Lasalin Refugees Now Living in Waf Jeremy

After leaving Lasalin, we traveled to Wâf Jeremy, an area next to the sea port. There, we interviewed refugees from Lasalin who were barely surviving in an abandoned market. Men, women, children, and babies were all living together below cold, damp concrete market stalls draped with blankets or just cardboard on cement floors. The floors were teeming with bugs that would bite them on the cement floors where they slept. There was no plumbing, no toilets, no source of potable water and no food. The air was thick with a toxic, burning plastic smell which was making people sick. This was the place they were forced to call home. Thus far, no one from the government had visited them and/or attempted to offer any relief or reparations.

People explained that they had to flee Lasalin, many of their relatives having been killed and their homes destroyed. There were perhaps 50 people living on the floor under the stalls in one large room. Adjacent market rooms were also packed with people. We estimated that hundreds were living, with scant resources, in these conditions.

As one older woman put it: "This is the worst situation in my life. I have nowhere to live as my house was burned. I left with no clothes—someone had to give me a dress. I have no money and only one person to help me at all."

Below one stall we encountered a young mother and her one month old baby daughter, The mother told us she had delivered her daughter right there on the concrete floor. Without food for herself, she was unable to properly nurse the baby, who appeared ill and despondent. There was no medical care. To our delegation, it appeared that the baby was on the verge of death.

The Killings and Massacres Continue

- On Apr. 2 we interviewed women active in grassroots organizations. Betty, a founder of the popular organization Conscious and Devoted Women, told us: " The repression is reaching new heights and the country is going deeper into chaos. We're facing a wall. There is a deep feeling of insecurity and terror, even felt by those with money! Just on my way to this interview, today, I saw three bodies with bullet holes in their heads."
- On Apr. 24 and 25, there were attacks on the nearby, popular neighborhoods of Tokyo and Kafoufey. One Haitian reporter was trapped in Kafoufey during the attack.
- Since then killing and massacres by the police and paramilitary affiliates have been reported in different parts of the country, targeting popular neighborhoods and grassroots activists. On Jun. 18, Radio Timoun reported a massacre in Village de Dieu. Since then, multiple media and eyewitness reports have documented that the perpetrators—including the group led by Jimmy Cherizier, alias Barbecue—burned some bodies and removed others, making it difficult to determine the number of victims. Though further investigation is required to determine the number of victims, preliminary reports indicate that dozens of people were killed.One photograph shows only the legs left of a victim after the remaining body had been burned. More recently, reports are reaching us that between Jun. 23–24, police and paramilitary affiliates violence and killings in both Akay (Les Cayes) and Kap Ayisyen (Cap Haitien). The numbers of people injured and killed are yet to be determined.
- On Jun. 24, as reported by both Radio Timoun, Vision 2000, and other Haitian radio stations, Presidential security police units CIMO and USGPN, working with paramilitary affiliates, opened fire on demonstrators in Port-au-Prince, killing perhaps as many as 30. Bodies were removed and it is hard to determine the exact number of those killed without further investigation. USGPN is infamous in Haiti for human rights abuses.

Political Prisoners:

As a separate part of our investigation we also met with human rights lawyers from the office of Cabinet Masionneuve & Associes in order to hear about further aspects of government repression.

Hundreds of people have been arrested since the first anti-government demonstrations began in August. Often, those arrested are summarily thrown in jail with no paperwork or any charges. Families are forced to wait for days in order to determine where their relatives are being held. If they are lucky, they can locate them, but then charges must be filed and lawyers have to go through the complicated process of even getting a hearing.

Testimony of Madame Joseph

"There were protests on Jul. 6–7, 2018. However, my son, was not involved. He was not even in the neighborhood in those days. In the aftermath of the demonstrations, the police were still 'cleaning up.' In the ensuing 'sweep' of Arimage, nine were arrested, including my son. After three days, he tried to get a hearing, but ironically the prosecutor's office was on strike and he was sent directly to the penitentiary. I tried to find him for three days, going from office to office and finally found him.

I 've had to spend all my money and leave my housing just to provide him with clothes and food."

Testimony of Antoine

"I still don't understand what happened. I was in my house getting ready to go to church. The police broke into the house and arrested me—I was arrested with my Bible! I was beaten and taken away. My mother didn't know where I was, she thought I had been killed. I was still in school in the twelfth grade and missed my exams. I was in a cell with 40 other people, many of them criminals. The conditions are horrible, it's dirty, you can't even lie down and there is no food and it's very violent. I was afraid all the time. I should be compensated for what happened to me."

Testimony of Pierre

"I was on Nov. 22, 2018 at 6 AM. I'm a mason and I was leaving home for a construction job when I was arrested. I was beaten so bad that I really thought I was going to die. I was kidnapped and disappeared. There are 50–60 people in a cell and usually there is a "boss" who often is armed. So it is very dangerous."

"Thank goodness for mothers. Without mine I would have had no food or clothes because the prison gives you nothing."

These scenarios are repeated again and again.

One of the attorneys, Marc Antoine Maisonneuve summed it up: "There is no paper trail, no facts, no case, no record. Sometimes we get lucky and get a sympathetic judge or halfway decent prosecutor and we can get them out. But the number of prisoners is overwhelming and we don't have enough attorneys to help them."

Conclusion

It is our finding, based upon our investigation, that the Lasalin massacre was directed and facilitated by the Moïse/ PHTK government. Lasalin was chosen as the target for this massacre because of its significance as a base of resistance and a staging ground for anti-government protests. This was certainly a reason why First Lady Martine Moïse went to Lasal in in October 2018 and attempted to convince community leaders to stop the protests.

The massacres are continuing. Due to a lack of systematic data collection, it is still unclear how many have been killed, how many injured and how many displaced. However, it is not overestimating to say that these numbers may actually be in the hundreds and perhaps more. It is essential that complete data must be obtained and analyzed.

The evidence of government and paramilitary collusion is clear. At first, the government and others in the media claimed the killings were horrific but that they were just the result of gangs fighting over turf. However, it has been confirmed that leaders of the killings arrived with the police and the subsequent massacre had both police protection and participation. Reginald Boulos has also publicly admitted to financing paramilitary leaders involved in the massacre. Pierre Duplan, the PHTK delegate for the West Department of Haiti, has also been implicated as a coordinator of the massacre. While the government may support his prosecution and try to paint the massacre as one carried out by a "rogue" official and "rogue" police officers in coordination with "gangs," it is clear that responsibility extends to the highest level of the ruling party and government. A thorough investigation must be held and those responsible must face charges. The people injured and displaced should receive reparations and be guaranteed the right to return to Lasalin and their homes with full security.

It is also imperative that there be an investigation into the role of the U.S. embassy and government in both the election of Jovenal Moïse and the ensuing corruption and human rights abuses. Jovenel Moïse was placed into power through a fraudulent November 2016 elections held under UN occupation and aided by the U.S. government. Despite overwhelming evidence of fraud, the U.S. State Department immediately heralded the elections as legitimate and proceeded to continue to provide the Haitian government with financial and diplomatic support. At the same time the United Nations, while announcing preparations to leave Haiti, continued to train and create a militarized police force.[18] "Since 2010, the United States has provided $259.9 million to train, equip, and provide technical assistance to the Haitian National Police.[19]

Clearly, without the U.S. government's active intervention in the domestic affairs of Haiti, the Moïse government would never have come to power. As the toll mounts from the atrocities committed in Lasalin, it is time for both the United States and the United Nations to be held to task for their continued support of the repressive and illegitimate regime now in power in Haiti. The people of Haiti deserve the right to live without the daily threat of state-directed violence.

Endnotes

18. Here are but a few examples of the fraud uncovered:

- After Fanmi Lavalas, Haiti's most popular political party successfully challenged the elections in Haitian court, Lavalas obtained a court order to investigate the election results. Dr. Maryse Narcisse, the Lavalas candidate for president, then visited the Vote Tabulation Center shortly after the elections, to investigate the results. She was joined by election officials, observers, representatives of another contesting smaller party Meksepa and of the ruling PHTK party. They examined 78 randomly selected vote tally sheets (*procès verbaux*), and all present agreed that every one of the 78 tally sheets was fraudulent, without exception. The U.S.-backed CEP election commission then abruptly ended the legally-mandated verification process —invalidating those 78 particular tally sheets, but failing to check the over 13,000 tally sheets remaining to be verified. With that, the CEP inexplicably accepted the fraudulent election "results" as legitimate.
- Deputy A.R. Bien-Aimé and two other PHTK candidates made a startling revelation about UNOPS, a U.N. agency assigned to transport ballot boxes to the Tabulation Center. They charged that while in U.N. custody, the ballot boxes were switched en route with boxes of pre-filled-out ballots. In addition, a National Palace official was involved in a vehicle accident in which pre-filled-out ballots, marked for the Presidential candidate of Martelly's PHTK party, Jovenel Moïse, were spilled on the road.
- 15 prominent Haitian intellectuals, outraged by "clear involvement of U.N. agencies in the fraud that marred the elections," wrote an Open Letter to the U.N. Mission stating, "the whole world is discovering, under pressure from the street …the truth of the biggest electoral fraud operation… for the last 30 years in Haiti." * Also, see: Board, The Editorial. "*Opinion | Haiti Deserves a Legitimate Election.*" The New York Times, The New York Times, 19 Jan. 2018, www.nytimes.com/2015/12/13/opinion/sunday/haiti-deserves-a-legitimate-e….

19. As quoted in a letter dated April 18, 2019, by Charles S. Faulkner, United States Department of State, to Representative Anna Eshoo, United States Congress.

Report Authors

suite à la page(18)

Immigration : Trump impose de nouvelles restrictions fondées sur les classes sociales !

Par Eric London

Lundi, l'administration Trump a publié un nouveau règlement au registre fédéral donnant aux agents de l'immigration le pouvoir de refuser la résidence permanente légale et la citoyenneté à tout immigrant pour des motifs explicitement fondés sur la classe sociale.

En vertu du nouveau quota de classe sociale, un immigrant sans papiers peut se voir refuser la résidence légale et la citoyenneté s'il a «un problème de santé» qui pourrait interférer avec son travail, s'il n'a pas assez d'argent pour couvrir «tout coût médical raisonnablement prévisible» lié audit problème, s'il a un «passif financier», s'il a une faible cote de solvabilité, s'il n'a pas d'assurance maladie, s'il ne parle pas anglais, s'il n'a pas de diplôme universitaire, etc.

De plus, tout immigrant ayant eu recours à des programmes sociaux comme les coupons alimentaires, Medicaid et les subventions au logement peut également se voir refuser la résidence permanente légale et la citoyenneté.

Cette mesure vise spécifiquement à favoriser l'expulsion des parents de la classe ouvrière. Une fois déclaré «interdit de territoire» pour des motifs «d'intérêt public», un immigrant peut alors être placé en procédure de renvoi et expulsé.

La nouvelle réglementation vise directement les immigrants qui cherchent à obtenir un statut légal permanent (la «carte verte») alors qu'ils se trouvent aux États-Unis avec un visa temporaire. Cela signifie qu'ils ne peuvent faire appel à aucun programme gouvernemental. L'impact, cependant, sera plus largement ressenti, car les quelque 12 millions d'immigrants sans papiers et leurs enfants citoyens redouteront que le recours aux soins de santé ou à tout autre service n'entraîne leur expulsion immédiate.

Trump et ses alliés fascistes présentent cette manœuvre comme une protection des programmes sociaux à l'usage des «Américains». Venant d'une administration qui a réduit les impôts des riches, attaqué les programmes sociaux et éviscéré les règlements sur la sécurité au travail, c'est tout un mensonge.

Ce mensonge a été révélé lorsque Ken Cuccinelli, directeur par intérim des Services de citoyenneté et d'immigration des États-Unis, le US Citizenship and Immigration Services (USCIS), a déclaré que la nouvelle politique «renforce les idées d'autosuffisance et de responsabilité personnelle». La classe dirigeante utilise ce type d'arguments du «ruissellement économique» reaganien depuis près de 40 ans maintenant pour justifier ses attaques contre les programmes sociaux de tous les Américains.

Les travailleurs de toutes nationalités doivent reconnaître ce mouvement pour ce qu'il est: une attaque contre les droits sociaux et le niveau de vie de la classe ouvrière tout entière.

Cette nouvelle politique compressera encore plus les dépenses sociales en arrachant des milliards de dollars des mains de la classe ouvrière pour aller garnir les poches de l'aristocratie financière. Loin de «protéger» les programmes sociaux des «Américains», la classe dirigeante va faire allusion au déclin de leur utilisation comme preuve que les programmes sur lesquels tous les Américains comptent doivent être vidés à fond.

Les alliés de Trump à Wall Street veulent ce changement parce qu'il affaiblira la position sociale objective de la classe ouvrière face au capital. On estime que 5 pour cent de la main-d'œuvre nationale est sans papiers, et en plongeant cette partie de la classe ouvrière dans un état de terreur constant, les grandes entreprises espèrent la forcer à accepter imperturbablement des salaires encore plus bas et des conditions de travail encore pires par crainte que toute plainte ne déclenche des rafles de masse des services de l'immigration dans leur le lieu de travail.



Les alliés de Trump à Wall Street veulent ce changement parce qu'il affaiblira la position sociale objective de la classe ouvrière face au capital



De Jackson, au Mississippi, des agents des services de l'Immigration et des Douanes (Immigration and Customs Enforcement – ICE) ont effectué des descentes dans sept lieux de travail pour retirer les travailleurs immigrants de la chaîne de montage, laissant des dizaines d'enfants sans leurs parents le premier jour de classe.

C'est le message qui a été envoyé lors des rafles menées la semaine dernière dans les salaisons industrielles à l'extérieur de Jackson, au Mississippi, lorsque des agents des services de l'Immigration et des Douanes (Immigration and Customs Enforcement – ICE) ont effectué des descentes dans sept lieux de travail pour retirer les travailleurs immigrants de la chaîne de montage, laissant des dizaines d'enfants sans leurs parents le premier jour de classe.

Ces rafles étaient des représailles de classe. En 2018, les travailleurs de ces établissements ont obtenu un règlement de 3,75 millions de dollars dans le cadre d'un recours collectif intenté contre Koch Foods, alléguant que les membres de la direction «procédaient à des attouchements sexuels ou faisaient des commentaires sexuellement suggestifs à leurs employées hispaniques, les frappaient et facturaient beaucoup d'entre eux pour des activités professionnelles quotidiennes normales». Les travailleurs qui se sont plaints ont été sommairement congédiés et harcelés.

Telles sont les conditions que Wall Street veut afin d'exploiter toute la classe ouvrière, indépendamment de leur nationalité ou de leur statut d'immigration, et les entreprises américaines ont l'intention de les imposer au moyen de la répression étatique. Les travailleurs qui pensent que la présentation d'une preuve de citoyenneté les protégera contre l'arrestation, la détention, le passage à tabac ou le licenciement pour s'être exprimés comme leurs alliés immigrants rêvent en couleurs.

L'administration Trump fonctionne selon une stratégie de classe consciente visant à diviser la classe ouvrière en prévision de l'éclatement de grèves de masse et de protestations sociales. Alors que les marchés boursiers mondiaux s'effondrent par crainte de «troubles» croissants, les journaux financiers du monde entier citent les manifestations de masse et les grèves en cours à Hong Kong, ainsi que les manifestations à Porto Rico, comme signes que les profits des entreprises sont en danger.

Partout dans le monde, cette stratégie de la bourgeoisie s'exprime par l'accession des partis d'extrême droite au gouvernement ou à des postes importants dans les appareils d'État.

Le message xénophobe de Trump et de ses alliés, dont l'Alternative pour l'Allemagne (AFD), le Rassemblement national en France, la Ligue du Nord de Matteo Salvini en Italie, Jair Bolsonaro au Brésil et les gouvernements de droite en Europe de l'Est, vise avant tout à dresser les travailleurs les uns contre les autres et à détourner la colère sociale face aux inégalités en une direction réactionnaire inoffensive et non menaçante pour les profits des entreprises.

Aux États-Unis, le Parti démocrate facilite la progression de la stratégie fasciste de Trump, qui a engendré les attentats terroristes de Gilroy en Californie et d'El Paso au Texas. Ainsi cette année seulement, les démocrates ont voté pour augmenter le financement de l'agence ICE et du Service des douanes et de la protection des frontières, le Customs and Border Protection (CBP), ainsi que plusieurs milliards de dollars pour financer la construction de son mur le long de la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

En fait, la disposition de «charge publique» que l'administration Trump est en train d'élargir de façon sans précédent est fondée sur le libellé législatif que le Parti démocrate a appuyé par un vote écrasant lors de l'adoption par le Congrès en 1996 de l'Illegal Immigration Reform and Immigrant Responsibility Act (IIRAIRA), ou Loi sur la réforme de l'immigration illégale et la responsabilité des immigrants.

Cette année-là, les démocrates avaient voté pour donner aux fonctionnaires de l'immigration la capacité de tenir compte de la situation financière d'un immigrant lorsqu'ils décidaient si celui-ci était «susceptible de devenir une charge publique», ouvrant ainsi la voie à un futur Trump d'invoquer spécifiquement et d'élargir considérablement le fondement de telles conclusions pour imposer une interdiction de territoire. Parmi les démocrates qui ont voté «oui» au projet de loi alors, mentionnons Bernie Sanders, James Clyburn, Elijah Cummings, Steny Hoyer, Adam Schiff, Nancy Pelosi et Charles Schumer.

Des batailles de classes d'une ampleur sans précédent dans l'histoire se profilent à l'horizon. La multiplication des grèves et l'expansion des manifestations de masse en Afrique, en Asie et en Amérique latine en témoignent. Les architectes de la politique de classe dirigeante se préparent aux luttes à venir en divisant les travailleurs et en les dressant les uns contre les autres selon leur race, leur nationalité, leur âge, leur sexe et leur orientation sexuelle.

Les ouvriers feraient une erreur désastreuse s'ils tombaient dans le piège de leurs ennemis. La position des travailleurs dans la société n'est pas déterminée par leur nationalité, leur sexe ou la couleur de leur peau, mais bien par leur position objective commune en tant que membre d'une classe exploitée dans le mode de production capitaliste.

Le véritable ennemi des travailleurs est l'aristocratie mondiale. Vingt-six milliardaires possèdent à eux seuls autant de richesses que les 3,8 milliards d'habitants les plus pauvres de la planète. Aux États-Unis, Bloomberg rapportait lundi que la famille Walton, propriétaire de Walmart, augmentait sa richesse de 100 millions de dollars par jour: «D'autres dynasties américaines sont très proches en termes d'actifs accumulés. La famille Mars, célèbre pour ses friandises, s'est enrichie de 37 milliards de dollars, portant sa fortune à 127 milliards de dollars. La famille Koch, puissant joueur de l'industrie et du monde politique, a vu sa fortune bondir de 26 milliards de dollars de plus pour atteindre 125 milliards de dollars. Et c'est partout pareil ailleurs dans le monde. Les 0,1 % les plus riches aux États-Unis contrôlent aujourd'hui plus de richesse qu'à aucun autre moment depuis 1929. Mais leurs homologues d'Asie et d'Europe gagnent aussi du terrain. Dans le monde, les 25 familles les plus riches contrôlent près de 1400 milliards de dollars de richesse, soit 24 % de plus que l'an dernier.»

Les travailleurs doivent se préparer aux luttes qui approchent en établissant leur unité internationale et en sensibilisant leurs amis et collègues à la nécessité de s'opposer impitoyablement à tous ceux qui cherchent à les diviser et ainsi affaiblir la classe ouvrière internationale.

Wsws 13 aout 2019

Affaiblir des pays en manipulant la démocratie



C'est désormais systématique : lorsque des gens, quels qu'ils soient, expriment leur opposition au pouvoir de leur pays (sauf dans les « Cinq yeux » [1]), quel qu'il soit, des groupes affiliés à la NED prennent le contrôle des manifestants à leur insu.

Cette stratégie n'a aucun rapport avec les situations particulières des pays impactés, ni avec la légitimité ou l'illégitimité des revendications.

- À Hong Kong, le Mouvement pour l'indépendance a choisi le drapeau de l'ancienne puissance coloniale, l'Empire britannique.

- En Russie, à Moscou, les gens utilisant Google sur leur téléphone portable ont reçu des messages non-sollicités les invitant à participer à des manifestations interdites et leur détaillant les lieux de rencontre.

- En France, le Mouvement des Gilets jaunes est infiltré par un groupe affilié à la nébuleuse de George Soros et prenant la suite de « Nuit debout ! » : « Cerveaux non disponibles ».

Tous les soutiens ne sont pas bons à prendre. Ces groupes visent uniquement à affaiblir ces pays et non pas à faire triompher les revendications de ces manifestants.



George Soros

Notes

[1] Les Cinq yeux sont une alliance militaire, fondée en 1942 autour de la Charte de l'Atlantique. Ils comprennent l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni. Cette alliance est surtout connue pour gérer le système Echelon d'interception satellitaire des communications téléphoniques mondiales. La National Endowment for Democracy (NED), créée par Ronald Reagan en 1983, est une agence US dont le budget est voté par le Congrès dans l'enveloppe du département d'État et qui est organiquement liée à des agences similaires dans chaque pays des Cinq yeux.

Réseau Voltaire 13 août 2019

Fidel contre l'empire : plan contre plan

Par Elier Ramirez Cañedo

Le 13 août, le commandant en chef aurait eu 93 ans. La validité de sa pensée et de ses actions l'amènent jusqu'à nos jours, tel une lumière qui guide les processus progressistes et justes dans le monde entier

À PROPOS du regard profond qui caractérise le leader de la Révolution cubaine dans son analyse des États-Unis, Gabriel Garcia Marquez, prix Nobel de Littérature, avait déclaré : « Le pays sur lequel il sait le plus de choses, après Cuba, ce sont les États-Unis. Il connaît en profondeur la nature de son peuple, ses structures de pouvoir, les secondes intentions de ses gouvernements, et cela l'a aidé à surmonter la tempête incessante du blocus. » C'est l'une des raisons qui répond à la question que se posent fréquemment des millions de personnes sur la façon dont Fidel a réussi à contourner et à vaincre la politique agressive de plus de dix administrations étasuniennes.

Sur la base d'une compréhension et d'une appropriation profondes des enseignements de l'Histoire de Cuba et de l'Histoire universelle, ainsi que de la pensée de José Marti, l'une des grandes obsessions de Fidel, depuis qu'il a lancé sa lutte révolutionnaire dans les montagnes de la Sierra Maestra, a consisté à éviter par tous les moyens possibles un scénario qui faciliterait ou encouragerait une intervention des États-Unis à Cuba, qui empêcherait la victoire des rebelles contre la tyrannie de Batista, et interdire ainsi que l'Histoire de 1898 ne se répète, lorsque la victoire des mambises cubains fut escamotée par l'intervention yankee.

Durant les derniers mois de 1958, ce danger s'est accru après la survenue de plusieurs incidents, de toute évidence fabriqués par le dictateur Fulgencio Batista et l'ambassadeur yankee, dans le but de créer une situation qui faciliterait l'intervention des Marines à Cuba. Plusieurs provocations se sont produites dans ce sens, mais le commandant n'est jamais tombé dans le piège. Avec une grande habileté tactique, il a réussi à éviter ces obstacles et ces dangers.


Le commandant en chef Fidel Castro Ruz

Après le triomphe révolutionnaire de 1959, la maîtrise du leader de la Révolution cubaine allait devenir encore plus évidente afin d'éviter toute circonstance qui pourrait servir de prétexte aux États-Unis pour intervenir militairement sur l'Île, surtout à un moment où de graves crises dans les relations bilatérales éclataient.

Le désavantage de Cuba face au pouvoir des États-Unis n'a jamais conduit Fidel à une position d'isolement telle qu'il éviterait tout contact avec la société étasunienne. Bien au contraire, en plus d'encourager les échanges interpersonnels, il a lui-même consacré beaucoup de temps à cette interaction, dans le but de renforcer la capacité à influencer la société étasunienne afin de montrer la réalité de Cuba, de détruire toutes sortes de stéréotypes, ainsi que les mensonges fabriqués et repris à satiété par les médias hégémoniques.

Après la rupture des relations diplomatiques en janvier 1961, le leader de la Révolution n'a perdu aucune occasion de jeter les ponts nécessaires avec la société étasunienne et la classe politique de ce pays, des liens susceptibles de favoriser des tendances favorables au changement de la politique des États-Unis envers Cuba.

Pendant des années, le commandant en chef a consacré de longues heures de son emploi du temps chargé à accueillir et à avoir des entretiens avec des personnalités de la politique, des médias et de la culture des États-Unis. La grande majorité de ces visiteurs sont retournés dans leur pays avec une vision différente de Cuba et du leader de la Révolution et, dans de nombreux cas, ils sont devenus des porte-drapeaux dans la lutte contre le blocus et pour la normalisation des relations entre les deux nations.

Le leader de la Révolution s'est également distingué par sa capacité à toujours anticiper les mouvements de l'adversaire, ce qui lui a permis de vaincre les variantes les plus diverses de la politique menée contre Cuba par les États-Unis. Il est impressionnant de voir comment, bien des années avant les annonces historiques du 17 décembre 2014, Fidel avait déjà prédit dans plusieurs de ses interventions publiques et lors d'entretiens, que le gouvernement des États-Unis pourrait adopter une politique de séduction pour atteindre les mêmes objectifs qu'il n'avait pas atteints à travers la politique de la force, par rapport à Cuba.

Son discours, le 5 décembre 1988, sur la Place de la Révolution, en est un exemple, et ce n'est pas le seul. Il proclama alors : « Même si un jour les relations entre Cuba socialiste et l'empire s'amélioraient de façon formelle, ce n'est pas pour cela que cet empire cesserait d'avoir en tête l'idée d'écraser la Révolution cubaine, et il ne s'en cache pas, ses théoriciens l'expliquent, les défenseurs de la philosophie de l'empire l'expliquent. (...) De telle façon qu'une chose doit être l'essence de la pensée révolutionnaire cubaine, une chose doit être totalement clair dans la conscience de notre peuple, qui a eu le privilège d'être le premier à se lancer sur cette voie, et c'est la conscience que nous ne pourrons jamais, tant que l'empire existe, baisser la garde, négliger la défense. »

En assumant et en enrichissant les idées de Simon Bolivar, Marti et Fidel ont accordé, dans le cadre de leur stratégie révolutionnaire, une place privilégiée à la nécessaire unité de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Dans sa conception révolutionnaire, Fidel a toujours considéré le processus cubain comme faisant partie d'une Révolution plus vaste, celle qui devait avoir lieu dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes. D'où sa solidarité et son soutien constants aux mouvements de libération de la région et sa dénonciation de tout acte d'ingérence yankee. Cette position est partie tout d'abord d'un sentiment d'identité et d'un devoir historique incontournable, mais aussi d'une nécessité stratégique pour la préservation et la consolidation de la Révolution cubaine.

Les efforts immenses réalisés par Fidel en faveur de l'unité et l'intégration de la région ont commencé à porter leurs fruits avec l'arrivée d'Hugo Chavez à la présidence du Venezuela en 1998, à un moment où un véritable changement d'époque a commencé en Amérique latine.

En 2004, Chavez et Fidel ont créé l'organisation connue aujourd'hui sous le nom d'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique-Traité de commerce des peuples (ALBA-TCP) et l'année suivante, à Mar del Plata, l'impérialisme étasunien subissait une défaite majeure lorsque le projet de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) fut enterré, une initiative qui avait été promue par le gouvernement des États-Unis. En 2011, la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) naissait à Caracas et avec elle le rêve le plus précieux de Fidel et de Marti, de Bolivar et d'autres grands penseurs de Notre Amérique. Cette unité est plus essentielle aujourd'hui que jamais, alors que les faucons de la Maison-Blanche s'organisent chaque jour davantage pour nous diviser et nous dévorer.

La pensée et la pratique politique de Fidel face à l'impérialisme étasunien constituent une référence inévitable, non seulement pour le peuple cubain, mais pour tous les peuples d'Amérique latine qui résistent aujourd'hui à l'offensive néocoloniale du Nord turbulent et brutal qui nous méprise.

Granmai 13 août 2019

Suite de la page (16)

Seth Donnelly *is a public high school teacher in the Bay Area of California, where he has taught social studies for nearly two decades. He has been an activist with the Puerto Rican independence and Black liberation movements, doing solidarity work with prisoners from those movements. He has also been involved in the Haiti Action Committee since 2004. He is the author of the 2005 report Growing Evidence of a Massacre by UN Occupation Forces in Port-au-Prince Neighborhood of Cité Soleil: a Summary of Findings of the U.S. Labor and Human Rights Delegation to Haiti (Berkeley: U.S. Labor and Human Rights Delegation to Haiti, July 12, 2005). Donnelly has also co-authored 2005 human rights petitions filed with the Inter-American Commission on Human Rights censuring the U.S. and Brazilian governments for their roles in the killings of Haitian civilians following the 2004 coup.*

Judith Mirkinson *is a long term women's and human rights activist. She has spent decades doing international solidarity work and is a co-author of the NLG 2007 report: Seeking Answers: Probing Political Persecution, Repression & Human Rights Violations in The Philippines. Her most recent article is: We Are Seeing Ourselves Being Dragged Back Into a Time When Women Were Dehumanized: Sexual Violence As a Tool of Repression in Haiti. She is president of the SF/Bay Area Chapter of the NLG.*

Haiti Action Committee *is a Bay-Area based network of activists who have supported the Haitian struggle for democracy since 1991.*

Suite de la page (6)

Je klere pou yo wè
Yon solèy nèf leve
Sou zile Sendomeng
Jete dlo ! Jete dlo !

Se nan Bwakayiman
Yon sèl pèp Menm kilti
Yon sèl kóz
Menm lenmi
Kongo ak Arada
Nago
Petro
Ibo
Te di : Ayibobo

Pou manzè libète
Libète yap chèche
Ki pa fè la desann
Lè ponyèt pa touse
Lè manchèt pa file
Lè pa gen tèt koupe
Lè pa gen san koule
Jete dlo ! Jete dlo !

Apwe Bwakayiman
Vèvè nou pilonnen
Yo di fók nou rejete
Meriken debake
Pou entere Peral

Nan menm twou ak Boukman
Tonnè ! Fout !
Jete dlo ! Jete dlo !

Yon lót Bwakayiman
Yon lót Dizwisankat
Nan yon lót tèt kole
Yon pèp resèmante
Libète ou lanmó
Pou yon Ayiti tou nèf

Jete dlo ! Jete dlo !

Tony Leroy

Suite de la page (20)

historique, les esclaves se sont réunis pour signer le pacte du divorce avec l'esclavage imposé par le colon évangélisateur au nom de leur Dieu complice de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les préparatifs ont débuté par des défilés de toutes sortes telles des prestations de groupes de rara par de la musique racine préenregistrée ou de crépitements de tambours accompagnant les chants *Vodou* fredonnés en chœur par les membres d'autres sociétés venant de tous les Lakou pour participer au sacre du nouvel *Ati Nasyonal*. Une invocation conduite par la Manbo Euvonie Georges Auguste toute reluisante d'une rare beauté créole visait à saluer le grand maître, les dieux tutélaires et les *lwa ak tout Ginen yo* et aussi les inviter à assister à ce sacre.

Voulant rendre honneur et respect au symbole de notre fierté de nation libre et indépendant, l'assistance a entonné le premier complet de l'hymne national pour le salut traditionnel au bicolore national. Le Ougan Pierre Richard de son *non vanyan Tyake* tenait l'assistance en haleine de par ses talents spéciaux de maitre de cérémonie. Parallèlement au Wosman du nouvel Ati Nasyonal, se déroule la clôture du 1er Congrès International du Vodou qui s'est tenu aux Gonaïves les 12, 13 et 14 out

La cérémonie s'est poursuivie dans une ambiance chaleureuse où plusieurs adeptes ont chanté et dansé autour du Poto Mitan artistiquement décoré avec deux bandes de soie vert et jaune enroulées tout autour pour saluer tous les esprits. Le rythme entrainant de cette colonne de tambours à la peau bien étirée sous le leadership de l'*asòtò* géant suivis par les *mitan* et les *kata* fait vibrer l'assistance. Tandis que l'astre diurne disparait imperceptiblement au verseau de l'ile de la Gonâve abandonnant des fragments jaunâtres dans l'azur en signe de son trépas annoncé, le nouvel Ati vient de faire son apparition précédé par les libations sous une trainée de feuilles vertes.

« Il est venu le temps de la socialisation du Vodou tout en formulant le souhait que le nouveau Chef Suprême va travailler afin de mettre sur pied des écoles pour permettre aux fils et filles de Vodouyizan de pouvoir faire leurs études dans une structure en harmonie avec leur foi et leurs pratiques culturelles. L'une des missions fondamentales du nouvel Ati National outre le fait d'obtenir l'unification dudit secteur rongé par des dissensions de toutes sortes consiste à réorganiser le secteur », a indiqué la Présidente de KNVA la Manbo Euvonie G. Auguste.

Après son sacre, qui s'est déroulé à une heure assez avancée de la nuit, le nouvel Ati National le Ougan Carl Henry Desmornes a clôturé la cérémonie par des propos unificateurs en rappelant à tout un chacun qu'il est un véritable fils du Vaudou Haïtien et a formellement promis de le défendre tant en Haïti qu'à l'étranger. Après avoir remercier les esprits qui l'ont permis d'accéder à ce poste dont le rôle primordial consiste à organiser le Vodou il a tenue ces propos.

« L'unité dans la paix c'est ce qui permettra à la société d'avancer sur la route du progrès et de la postérité. Nous allons nous atteler aux activités de reboisement pour que notre pays redevienne vert et prospère. Venez donc prendre cette main de paix tendue à tous et à toutes », a prôné le nouvel Ati à qui vient d'être confié la destinée du Vodou Ayisyen frange KNVA.

Cependant, il importe de souligner que le Ougan Carl-Henry Desmornes a été élu à l'occasion d'élections anticipées qui se sont tenues le 13 mai dernier suite à la destitution de l'Ati Joseph Fritzner Comas. Selon le statut de KNVA le mandat de l'Ati National est de 7 ans dont 3 de probation. Le hougan Carl Henry Desmornes a obtenu 83 voix sur 158.

Le Roi du Vodou victime d'insécurité

L'on se souvient que les hauts responsables de la *Konfederasyon Nasyonal Vodou Ayisyen (KNVA)* avaient annoncé, pour le 7 mai 2016, l'intronisation du l'*Ati Nasyonal*, Joseph Fritzner Comas. Le jeudi 28 avril soit plus d'une semaine avant, à la surprise de tous et de toutes, le Ougan Augustin St Cloud s'est auto proclamé "Roi de la Communauté du Vodou en Haïti ".Cette auto proclamation a été validée par une frange du Vodou réunie sous l'appellation Òganizasyon Demanbre.

D'un autre coté, bien avant l'aube de ce même mercredi où devrait avoir lieu le Wosman du nouvel Ati Nasyonal, le Roi du Vodou Augustin Saint-Cloud-Cloud a été braqué par des membres du gang de Savien à l'entrée de la Petite Rivière de l'Artibonite. « Ne serait que par la protection des esprits tutélaires de la nation je n'en serais sorti sain et sauf. Mais, ma voiture à bord duquel je me trouvais ainsi que les 9 autres occupants et leurs effets personnels ont été détournés vers une destination inconnue. Ils ont fait feu en ma direction, mais à la faveur de la vigilance des esprits invisibles qui m'ont protégé et m'ont aussi défendu, je n'ai pas été atteint fort heureusement ». C'est ce qu'a confié la victime contactée au téléphone par une consœur.

A l'occasion d'une entrevue exclusive accordée à Haïti Liberté, le Roi du *Vodou Ayisyen* a déploré le fait que les inconséquences irrémissibles des irréductibles ont ouvert la voie pour que le virus de la division puissent infecter irréversiblement le tissu social haïtien. Et, la culture nationale représentée par ce patrimoine immatériel qu'est le Vodou va en pâtir à coup sur. Comme preuve patente de sa bonne volonté, le Ougan Augustin Saint-Cloud a rassuré tous les adeptes du Vodou indistinctement que toutes les portes de son royaume érigé au Domaine Idéal sur la route des Rails dans la Commune de Carrefour sont ouvertes 24/24 pour les attendre pour faire l'unité autour de la table de la paix et du dialogue franc dépouillé de la moindre hypocrisie.

Revue du disque de Disip : « Loreya »

Par Ed Rainer Sainvill

Pouvoir en faire autant, en si peu de temps, est matière d'encouragement pour le leader du groupe « Disip » Gazzman Pier Couleur ; lequel après un passable début dans l'œuvre *:" **Mission** "*, a depuis lors cassé la baraque avec *:''**Klere yo**"* et, déjà à leur troisième microsillon dans :**"Loreya"**, qui nous tombe dessus avec son allure démonstrative, catapultant du ***konpa*** sans ambiguité. Au gré de cordes dynamiques, claviers en allegro, percussions pulsantes. Que relaient des chœurs et slogans entachés de cogitations, qui font mouche *:"... Pou kisa tout pwenti mouda sa ? / li pa fout nesesè"*. Un morceau à même de galvaniser, dans sa facture qui bouscule. Au suivant, c'est une question aussi personnelle que générale ***: ''Il est où le bonheur ?"***, que Gazzy a pris le soin de dramatiser à sa façon. Une rengaine qui aurait peut-être fait le poids, n'était-ce cet excès d'emphase au niveau orchestral, qui l'a privé d'un zest *d'adagio*, et à la mélodie d'exulter.

Ainsi que de la sobriété qui aurait permis à Gazzman de souffler. Pour pouvoir délivrer son vibrato et ses confessions, au lieu de cet *''oversinging*". Donc, la question demeure. '' ***Bèl epok"*** nous projette l'histoire d'une enfance innocente, aux confins ruraux à jouer au *Lago kache*. Mais, les temps ont bien changé. Et la musique aussi a su s'éloigner de ces complaintes illusoires. Toute entichée de guitares expressives, et d'ardentes percussions qui ravivent un ***konpa*** aux pistes diverses. Les musiciens comme une famille particulière aiment bien s'influencer. C'est ainsi qu'après cette effervescence de compositions voulant demander la main de leur dulcinée dans les œuvres précédentes. Voilà que Gazzman et compagnie veulent prendre le premier raccourci dans *'**'Map divóse"***, une tendre ballade dans laquelle Jessye Belleval est de retour, après avoir fait sa marque dans la production antérieure. Tout en réitérant sa réplique à l'homme



Couleur, de son timbre captivant, dans un duo qui navigue dans la convenance d'un clavier tout en dissonance.

Donc, après autant de créations à prôner l'amabilité, le « Disip » a fait choix de la table rase. Ce qui fera l'affaire de plus d'un. Dans la foulée, *''**Psaumes 150"*** a jailli comme la pièce tant attendue, celle qui a fait la différence. Le hit quoi ! Et, c'est sur un éclat de trompette et l'entrain d'un ***yanvalou*** qu'entonne : *''Mwen se pitit granmèt la/M paka pè moun o/...M pa timoun granmoun voye/Li lè pou l rantre..';'* entre temps, le rythme a muté vers un ***konpa***-cocktail, imbibé de vocalises aussi bien rédemptrices que spirituelles. Dans des mots qui frappent les parois du conscient. Avec une ligne de vent qui vient en renfort, des cordes qui fourmillement de *''double stop"*, pour être relayé d'un clavier en *legato*, des percussions qui garnissent. Pour une composition balancée.

" Apa w ale vre" est délivré sur un ***koupe*** discret, dans le cas où l'on aurait oublié combien ce rythme aussi reste incontournable avec l'actuelle génération, qui continue à le cultiver sous tous les angles dans leurs créations. Et celui-ci, fort de ses arrangements précieux, et des mélopées de guitares, et une bonne prestation vocale de Couleur devraient trouver l'adhésion du roi. ***'' Mete m Online"***, est assorti de bien d'artifices, et de l'introduction d'une autre voix féminine : Hularie Philippe qui a su donner le change à Gazzman dans un *''duet"* pétillant, auréolé de sa tessiture notable. De plus, du ***konpa*** compassé coule à flot : claviers, cordes, percussions, airs et voix extasiés *''kap fè bagay Online"*. C'est dément.

''Rete fidèl" débute sur un ***koudyay*** aux ramifications percussives, pour trimballer vers une ***méringue*** d'empreinte nordiste, plus près de la ''fusée" que de la" boule de feu". A ce tournant, Gazzman a décidé de confesser son âme de troubadour. Tout emballé de l'allégresse d'un synthé pittoresque qui projette un ***konpa*** spontané, coltiné dans de fiables élaborations et de débordements rustiques. Propulsant des chœurs et des vocalises dispensant une mosaïque de sonorités, qui emballent jusqu'à la fin. Tandis que, ***''Mwen pa p twompe w"*** est joué sur une cadence parée de lamentations vocales. Puis, des arpèges de guitares surgissent, donnant la voie à des cuivres solennels. Débouchant sur une tournure orchestrale qui a permis à Couleur de s'impliquer dans de roucoulants sortilèges. Autant de motifs qui le rendent avec son attrait romantique, une apparence à la fois ordinaire et nouvelle, autant que les envolées vocales du leader, un morceau de facture. Avec Ti-frero (Zenglen) à bord, se justifiant avec son brin de vivacité, ***''Héritage"*** s'emmène avec autant d'indicatifs et de lyriques qui ont défini d'autres compositions en l'honneur du ***konpa.*** Pourquoi une autre ? D'abord, il y en aura beaucoup d'autres à venir. C'est leur manière aux musiciens de glorifier religieusement le plus populaire rythme du terroir natal ; et de montrer leur reconnaissance pour une culture qui les a tout donnés. C'est pourquoi, ils doivent cesser cette fausse perception à se poser en parents pauvres (comme l'insinue aussi cette composition), pendant qu'ils détiennent la part du lion dans l'arène du show-biz local. Cela dit, ce morceau a tout de même des vibrations plurielles, tout entaché des dichotomies des multitudes de la même inspiration. ***''Si m te gen pouvwa lavi"***, pèche peut–être par un manque de consonance, et, qui ne permet pas au chanteur de faire ressortir son *pitc*h convenablement. Ce qui est très remarquable à travers son essoufflement vocal. Et puis, les motifs sont trop référentiels d'un certain Larivière. Donc, pas facile de s'en approprier. Mais ''couleurement", c'est cool.

''Téléphone", nous est introduit dans un prologue tout en ***salsa.*** Et parsemé de ces histoires salées et anodines qui font part du décor social d'aujourd'hui. Heureusement que la musique a submergé des commérages, avec des cordes radieuses aux connotations de ***rock & roll***, fort d'une alternance apte à faire bouger. Au tact d'un synthé ardent et des chœurs qui questionnent encore aux allégations du téléphone. Quelle affaire. Et c'est sous l'apparence d'un ***konpa*** primitif, avec toutefois ses ornements modernes que s'enchaine : ***''Relation douteuse"***, dont la voix de J. G.M qui est aussi key-boardiste du groupe a étrangement dominé les avenues vocales avec un phrasé convaincant. Tout en se montrant très complémentaire du maestro. Et puis, le synthé s'est chargé de tout, dans des envolées en solitaire, soutenues par des chorus instantanés. Et le reste, tout en colorama.

En fin de compte ***:" 1804",*** sous la démarche d'une ***méringue plake***, aka "fusée d'or". Et des textes qui nous rappellent des grandes prouesses des héros de 1804. Alors, qu'avions-nous fait pour mériter de leurs regards et respect? Cessons donc d'exploiter notre passé glorieux, pour faire face à un présent hideux et y remédier comme des hommes. Et ce à quoi je m'en réfère est du fait que, malgré que le disciple (de qui ?), s'est gargarisé de notre gloire passée. En revanche, pas une complainte n'a été faite sur la situation infrahumaine que confronte le peuple haitien, et du scandale qui devrait déboucher sur le procès des voleurs de Petro Caribe. Et la ''gangstérisation" de la population par le régime en place, de la maffia locale ; soutenue par certaines ambassades. Pas une note, pour être à l'unisson avec la population. Au lieu de tout ça, il s'est époumoné à parler d'unité et de réconciliation, sans justice. Comme quoi, *''kase fèy, kouvri sa"*, pour faire l'affaire des ''tizanmi", n'est-ce pas ? A part ça, l'œuvre demeure valable, dans la mesure que ***:"Loreya"*** par rapport à la précédente ***:"Klere yo",*** ne semble pas trop s'écarter des schémas explorés, en maintenant le même élan. Lequel n'est pas à contre-courant des convoitises actuelles. Ce qui est spécialement convenable pour un groupe qui tient à s'accrocher parmi l'élite musicale qui domine le show-biz.

« Wosman » de l'Ati Henry Desmornes Carl



Carole Mawoule

Par J. Fatal Piard

Bagay la melanje Ginen yo tèt anba
Chanpwèl ap manje moun yo di
n se Vodou
Yo bouche je tout lwa pou yo
fè plis lajan
Lenglensou sou lakwa vèse san
vèse san !

Chante Gason Manno

Trois longs mois environ se sont égrenés au fronton de Chronos depuis qu'une connaissance nous a informés de la *revokasyon an Chango* de l'Ati Joseph Fritzner Comas. *Te vèvenn* !!! Personne ne saura ce qui s'est passé vraiment si l'on n'a pas l'ultime privilège de siéger dans les caves secrètes de la *Konfederasyon Nasyonal Vodou Ayisyen (KNVA)*. Cependant, point n'est besoin d'être fin divinò à l'instar d'Antwàn nan Gonmye pour deviner qu'il n'a pu satisfaire aux moult attentes de ses patrons qui l'ont fait venir du Canada pour être promu à ce poste de l'autorité suprême du *Vodou Ayisyen*.

Tande ak wè se pa menm bagay ditou ditou. Ce ne serait pas superflus non plus de rappeler pour l'histoire que l'Ati Comas intronisé *an katimini* au Théâtre National sous une pluie battante le 7 mai 2016, a succédé à l'Ati Zamor Alcena. Ce dernier qui devrait être installé le 7 mars 2016 à l'occasion d'une cérémonie solennelle qui devrait se tenir sur la Place d'Armes des Gonaïves, en remplacement de l'Ati Gesner Beauvoir qui a traversé en 2015, fut victime d'un accident de la route à l'entrée de la ville de Saint Marc. *Ti bwa w pa wè se li ki pete de grenn je w*.

Gade yon kout pik ! Et la triste nouvelle qui a couru comme une trainée de poudre a surpris tous les adeptes du Vodou. *Menm mwen menm m te sezi anpil*. Après une semaine en coma à l'hôpital Bernard Meez où il a été transporté de toute urgence par hélicoptère, les Parques ont ordonné à l'Ati Coma d'entreprendre cette interminable traversée bien avant l'aube du mardi 22 décembre 2016. *Men si m ta pran esplike m ki kote lanmò sa a soti nou t ap sezi tankou mayezi na fonmasi kay madan Alezi*.



L'Ati Carl-Henry Desmornes

Wosman de l'Ati Carl-Henry Desmornes

Sur le large site du Musée Historique de la Canne à Sucre, dans la commune de Tabarre, s'est déroulée la cérémonie d'installation ou *Wosman* du nouvel Ati National, Carl Henry Desmornes au crépuscule du mercredi 14 aout dernier. Plusieurs délégations de *Vodouyizan d'Ayizan de Pitit Fèy de Ougan Asogwe ak Deka, de Ousi Kanzo, de Bizanngo, de Galipòt de Lougawou de Gwètò 2,* venues de tous les lakou disséminées à travers les dix départements géographiques du pays viennent de défiler dans leurs apparats polychromes.

La Manbo Euvonie Georges Auguste tantôt présentatrice vient d'inviter les élus locaux qui étaient du nombre des convives à venir prendre place sur l'estrade ornée pour la circonstance aux couleurs vives du *Vodou Ayisyen*. Ce n'est peut être pas par pur hasard si cette cérémonie coïncide avec le 228ème anniversaire de la commémoration du *Bwa Kay Imam*. En cette date et en ce lieu *suite à la page(19)*